

LE DEVOIR

Vol. LXXXVIII - N° 120 - MONTRÉAL, LES SAMEDI 31 MAI ET DIMANCHE 1^{ER} JUIN 1997 - 4 CAHIERS - 1,97\$ + TPS + TVQ

LES ARTS

Cinéma tous azimuts: deux festivals en un, page B 1

LIVRES

Haïti, le théâtre de la séduction, page D 1



ÉCONOMIE

Bombardier construira 30 nouveaux RJ pour le marché américain, page C 1



LE MONDE

Le Pen perd patience et bouscule une candidate socialiste, page C 8

PERSPECTIVES

Bataille pour la deuxième place

Le titre d'opposition officielle avait, à la surprise de tous, échoué au Bloc québécois au lendemain des dernières élections fédérales. À 48 heures de la fin de la campagne électorale, réformistes et conservateurs multiplient toujours les efforts pour lui ravir ce titre qui, tout à coup, prend valeur de symbole pour des partis qui savent maintenant ne pouvoir prétendre qu'au «pouvoir de la parole».

Preston Manning, le chef du Reform Party, a étonné tout le monde en début de semaine avec sa campagne de publicité mettant en scène Jean Chrétien, Jean Charest, Gilles Duceppe et Lucien Bouchard, quatre Québécois qui ont le défaut de dominer le débat politique. Ce sectarisme primaire n'avait qu'un but: inciter les électeurs à voter stratégiquement pour briser ce monopole.

Depuis longtemps déjà, Preston Manning sait que pour être la voix anglophone dans le débat national, il lui faut le titre de chef de l'opposition officielle qui, en soi, constitue une tribune privilégiée, ne serait-ce que par l'autorité morale qu'elle confère. Et pour cela, il n'a pas hésité à prendre les moyens, tous les moyens, pour y arriver.

En début de campagne, on pouvait croire que Preston Manning n'atteindrait pas son objectif. Chef de peu de charisme, son premier souci était de maintenir les acquis de son parti. Le statut d'opposition officielle était moins que certain, à moins que Gilles Duceppe et le Bloc québécois ne fassent pire que le Reform.

À quelques heures du scrutin, ce parti est pourtant le prétendant le plus sérieux au titre convoité. M. Manning a réussi à inverser le mouvement et à renforcer sa base dans l'Ouest. Si, de fait, il devait l'obtenir le 2 juin, sa position s'en trouverait renforcée à tous égards. L'autorité qu'il détient sur son parti serait désormais incontestée et il pourrait prétendre être la voix à la fois de l'Ouest et de la droite au Canada. Il pourrait rallier plus facilement tous ceux qui, de la droite au centre, veulent battre le Parti libéral. Parti encore jeune, le Reform poserait alors le pied, pour paraphraser Jacques Parizeau, sur «la première marche de l'escaiveau» qui conduit au pouvoir.

Pour les conservateurs, cette perspective est dramatique. Leur parti, après l'humiliation de 1993, a besoin d'une victoire. Jean Charest fait appel, pour cela, aux électeurs de droite et de centre. Efficace, la stratégie comporte cependant des limites qu'il a pu mesurer puisque la faveur de l'électorat, trop éparpillée, semble ne pas pouvoir lui donner un nombre suffisant de sièges pour prétendre à la deuxième place.

À défaut de réussir, le Parti conservateur se retrouvera au lendemain des élections coincé entre les réformistes qui s'imposent comme maîtres du jeu à droite et les libéraux qui le seront à sa gauche. Relégué au statut de tiers parti, sa base risquera de s'effriter davantage. On comprend pourquoi Jean Charest a réagi cette semaine avec autant de vigueur au discours réformiste.

Le Bloc québécois aimerait bien pour sa part garder son titre d'opposition officielle. Avec les années, il y a pris goût. Mal à l'aise dans ce rôle qui l'oblige à avoir un minimum de préoccupations nationales, il tire grand profit de la visibilité que donne ce statut. Pour Gilles Duceppe, ce pourrait être, le moment venu de la contestation de son leadership, un titre bien utile prouvant que malgré sa piètre performance, il a su préserver les acquis.

Perdre ce titre ne serait d'ailleurs pas catastrophique pour le Bloc. La vie serait plus simple car il n'aurait qu'à se préoccuper des seuls intérêts du Québec. Si c'est le Reform qui le lui ravit, il pourra même y trouver profit car ce parti pourrait contribuer à polariser davantage le débat autour de la question nationale. Chaque fois que l'on fait mine de marcher sur la fierté des Québécois, il en résulte un sursaut, comme l'a démontré encore une fois Jean Chrétien en début de semaine avec ses commentaires sur la «majorité raisonnable» qu'il veut imposer au prochain référendum. C'est l'effet Brockville.

Cette bataille à trois ne laisse pas indifférent le chef libéral qui, ces derniers jours, aura aussi fait flèche de tout bois. Bien qu'assuré de la victoire, il sait mieux que tout autre que le vote stratégique que propose le Reform affaiblira en premier lieu les libéraux dans les provinces de l'Ouest.

Serré de près par les réformistes dans l'Ouest, par les conservateurs dans les Maritimes et par les bloquistes au Québec, la mathématique électorale pourrait lui réserver la vilaine surprise d'un gouvernement presque minoritaire et fort d'un seul appui clair, celui de l'Ontario. Mais il serait alors ce qu'il honnit le plus: chef, comme Preston Manning et Gilles Duceppe, d'un parti régional. Ce n'est certes pas la vision qu'il avait pour son parti en déclenchant ces élections le 27 avril.



Bernard Descôteaux

Chirurgies cardiaques: 900 patients en liste d'attente

Bouchard promet de trouver une solution dans les 48 heures

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Québec a mandaté le Groupe tactique d'intervention, spécialisé notamment dans les cas d'urgences engorgées, afin de faire rapport lundi au ministre de la Santé et des Services sociaux, Jean Rochon, sur la situation des listes d'attente en chirurgie cardiaque au Québec. C'est ce qu'a annoncé le premier ministre Lucien Bouchard hier à l'Assemblée nationale, en l'absence

du ministre de la Santé et des Services sociaux, Jean Rochon, qui participait à Laval au congrès de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

Environ 900 patients attendent actuellement jusqu'à six mois pour subir une chirurgie cardiaque, un peu partout au Québec. À Montréal, 166 personnes sont en attente à l'Institut de cardiologie, 69 à l'hôpital Notre-Dame et 11 à Saint-Luc. En plus de la pénurie d'anesthésistes, cette «mauvaise» répartition serait un autre facteur

de l'allongement des listes d'attente en chirurgie cardiaque, selon le premier ministre, qui semblait quelque peu embêté par les questions de l'opposition officielle à ce sujet.

«Le chef de l'opposition est davantage préoccupé par la chasse aux sorcières plutôt que d'aider le gouvernement à trouver une solution à un problème ponctuel que nous avons à régler. Il est difficile de pondérer l'importance d'un facteur ou de l'autre [...] mais il est certain que le facteur de la pénurie des

anesthésistes joue puisqu'il y en a 30 sur 202 de moins que prévus dans la région de Montréal. Ça doit compter dans la distribution des soins et la possibilité de répondre aux exigences.»

Dans une entrevue publiée dans *Le Journal de Montréal* hier, le président de l'Association des anesthésistes du Québec, David O'Donnell, disait toutefois qu'il y avait suffisamment d'anesthésistes et que le pro-

VOIR PAGE A 14: SOLUTION

Parizeau est fier de sa contribution

Tellement qu'il sera des prochaines élections provinciales «pour réélire le PQ»

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

L'ex-premier ministre Jacques Parizeau semble avoir tellement apprécié sa tournée de soutien au Bloc québécois qu'il entend participer pleinement à la prochaine campagne électorale provinciale.

«Je ne suis plus un politicien, je suis un militant souverainiste», affirme-t-il, ajoutant qu'il contribuera à la prochaine campagne pour réélire le Parti québécois. «Le prochain référendum, j'y serai aussi.»

«Le prochain référendum, j'y serai aussi»

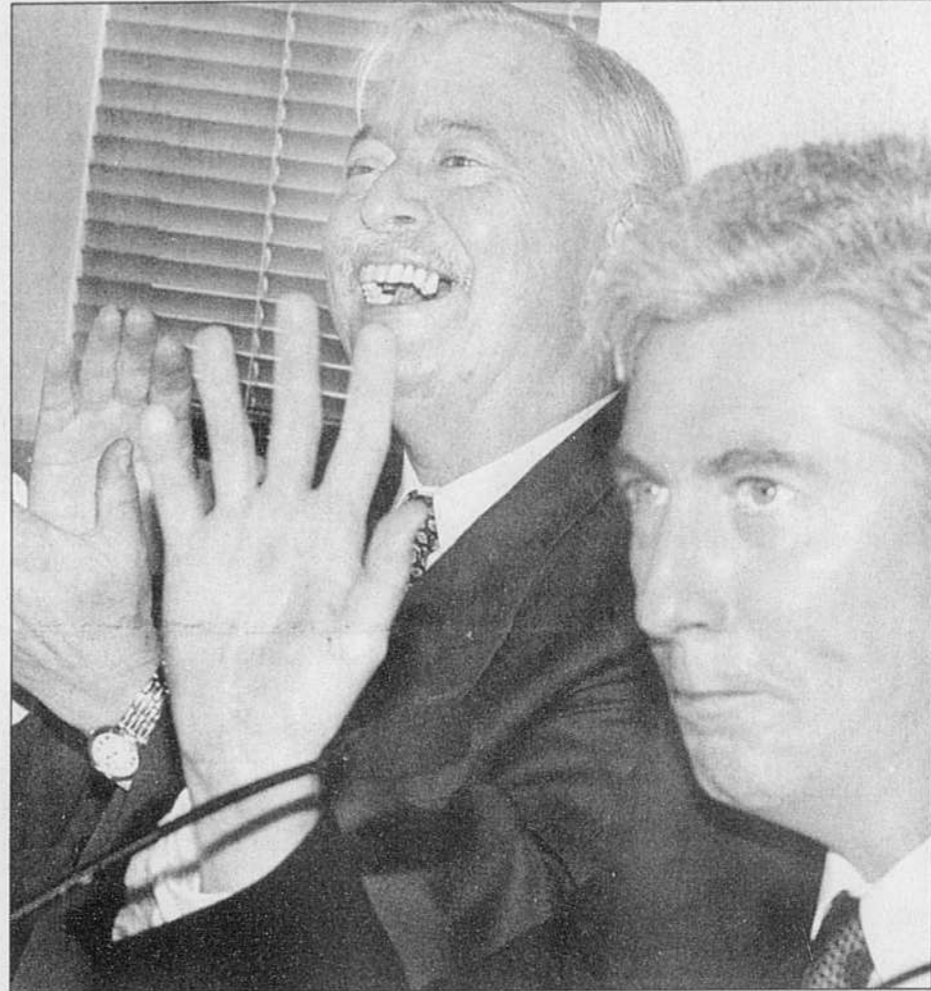
Et après avoir effectué une tournée de promotion de son livre, tournée qualifiée hier de «contribution à la campagne du Bloc québécois», après avoir tenu 14 assemblées publiques et accordé de nombreuses entrevues, Jacques Parizeau estime avoir «contribué à faire réapparaître la ferveur souverainiste».

Jacques Parizeau recevait hier dans les bureaux de son éditeur, le Groupe Ville-Marie, le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe, en tournée électorale.

Dans une toute petite salle remplie de militants, d'employés de la maison d'édition et d'une nuée de journalistes et de caméras, Jacques Parizeau a déclaré à Gilles Duceppe que «vous êtes en train de terminer une campagne remarquable; vous terminerez cette campagne dans l'enthousiasme».

En fait, toute cette opération voulait donner une impression d'unité retrouvée dans la grande famille souverainiste.

Interrogé sur les attaques reçues au début du mois par des leaders souverainistes au sujet de l'interprétation à donner à certains passages de son livre, Jacques Parizeau a laissé tomber: «J'ai vu beaucoup de



JACQUES NADEAU ET JACQUES GRENIER LE DEVOIR

À trois jours du scrutin, l'ex-premier ministre Jacques Parizeau et le chef bloquiste Gilles Duceppe ont brièvement fait campagne ensemble, hier, question de présenter un front souverainiste uni. Dans sa chasse au statut d'opposition officielle, le leader conservateur Jean Charest a continué de son côté de mitrailler les réformistes, tandis que le premier ministre Jean Chrétien, inquiété par la perspective d'un gouvernement libéral minoritaire, a martelé une fois de plus la nécessité d'obtenir une «majorité forte». Nos informations, pages A 10 et A 14.

VOIR PAGE A 14: PARIZEAU

■ **Bouchard lance un percutant appel aux indécis et aux abstentionnistes, page A 14**

L'HISTOIRE D'UNE CAMPAGNE



L'inévitable unité canadienne

Profitant de la faveur populaire, le premier ministre Jean Chrétien croyait se faire réélire facilement. Toutefois, les autres partis l'ont forcé à modifier son plan de campagne. Il disait vouloir parler des «vrais problèmes», mais c'est l'unité nationale qui a pris le dessus.

■ Notre bilan, page A 7

Une question existentielle

Le plus grand défi du Bloc québécois au cours de cette campagne électorale aura été de justifier sa propre existence. Depuis un mois, Gilles Duceppe a surtout tenté de prouver l'utilité d'un parti qui était d'abord destiné à négocier avec Ottawa une souveraineté qui n'est pas venue.

■ Notre bilan, page A 11

La fin de la traversée du désert?

Il a hérité d'un parti en déroute. Après trois années d'efforts et une longue traversée du désert, il espère maintenant récolter les fruits de ses sacrifices. Pour le chef conservateur Jean Charest, ce sera bientôt l'heure de vérité.

■ Notre bilan, page A 10

Un guide de survie des électeurs

Les positions des cinq grands partis sur des enjeux sociaux majeurs: l'économie et l'emploi, les finances publiques et la fiscalité, la question nationale et l'identité culturelle, les programmes sociaux et la sécurité publique.

■ Notre bilan, page A 8

À peine plus de suspense qu'un film de série B

Entre l'ouest blindé et l'est cassé, le scrutin de lundi annonce peu de bouleversements dans la région de Montréal. Reste le vote «nerveux» du Parti conservateur.

Les élections fédérales de 1993 n'avaient pas renvoyé que l'image d'un Canada déchiré en trois parties. Il y avait aussi un Québec divisé en deux, entre l'est et l'ouest, le cœur de la ville de Montréal étant lui-même le lieu de fracture. Le scénario sera-t-il différent cette fois? En tout cas, si la métropole est le théâtre de belles batailles lundi, celles-ci ne devraient pas être très nombreuses.

JEAN DION
LE DEVOIR

Peut-être est-ce une illusion d'optique, peut-être est-ce la mémoire historique qui oublie, mais il semble que l'industrie de l'affiche électorale n'a jamais été aussi florissante. A Montréal, aussi bien au coin de Peel et Sainte-Catherine que dans les replis presque campagnards du boulevard Gouin, les facies bichonnés des prétendants interpellent le passant de lampadaire en poteau de téléphone, partout. Comme le chantait Richard Desjardins, «les fantômes se dressent à chaque pouce carré».

Mais l'omniprésence des panneaux reste un bien mauvais indice de la force des organisations en place ou des chances de l'emporter dans un comté donné. En fait, elle est plus proche de «la philosophie à coups de marteau» imaginée par Nietzsche, qui ramollit le cerveau et l'exaspère tout à la fois. Aussi ne faut-il guère s'y fier.

Le grand Montréal, ce sont une trentaine de circonscriptions dont plusieurs offrent autant de suspense qu'un film de série B. Dans l'île même, 18 sièges sont à l'enjeu (un de moins qu'en 1993) et, à moins d'un bouleversement

toujours possible vu l'effet Charest mais fort improbable, une poignée à peine tiendront la population locale en haleine au soir du 2 juin.

L'ouest blindé

On connaît déjà la stabilité politique de l'ouest de l'île. Château fort libéral de tout temps — les conservateurs ont quand même détenu Pierrefonds-Dollard et Lachine-Lac-Saint-Louis de 1984 à 1993 —, la région a donné des majorités écrasantes au PLC dans tous les comtés au dernier scrutin, qui a vu s'affirmer le Bloc québécois et s'effondrer le PC. On voit mal comment la situation pourrait changer cette fois: les conservateurs récoltent bien 20% du vote anglophone mais ne peuvent y profiter de luttes à trois comme ce pourrait être le cas ailleurs. En outre, même si les partitionnistes en ont gros contre Jean Chrétien qui a failli perdre le référendum, vers qui pourraient-ils se tourner?

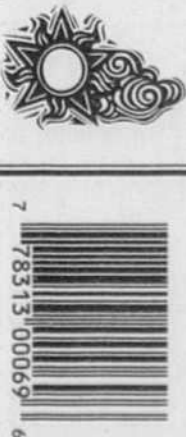
VOIR PAGE A 14: SÉRIE B

MÉTÉO

Montréal Ciel variable. Dimanche: ciel variable. Max: 24 Min: 13	Québec Ciel variable. Max: 23 Min: 11
------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------

INDEX

Agenda B 7	Idées A 13
Annonces C 12	Livres D 1
Les Arts B 1	Le monde... C 8
Avis publics. C 11	Les sports... C 14
Bourse C 10	Montréal A 3
Économie C 1	Mots croisés C 11
Éditorial A 12	Politique A 7



LE DEVOIR

ÉLECTIONS 1997

REVUE DE LA PRESSE ANGLOPHONE

La presse torontoise est partagée

Gilles Lesage
de notre bureau de Québec

Les libéraux méritent une deuxième majorité, estime l'équipe éditoriale du *Toronto Star*, tandis que celle du *Globe and Mail* pense que Jean Charest a le mieux réussi à s'attirer l'appui des électeurs.

C'est ainsi que, comme la plupart des quotidiens, les deux principaux journaux dits nationaux ont pris position ces jours derniers. Sauf erreur, aucun journal de l'Est du pays ne prend position en faveur de Preston Manning, ce qui est par contre le cas dans l'Ouest. Un appui mitigé, par ailleurs.

Ce n'est pas le moment de changer de gouvernement, écrit le *Star*, le journal le plus répandu au Canada. Le gouvernement libéral a bien fait et ses priorités sont bonnes pour la nation.

La presse



du Canada

«Les Canadiens veulent qu'Ottawa finisse par équilibrer le budget, puis entreprenne de réparer quelque peu les dommages sociaux causés par la lutte contre le déficit...»

«Nous estimons, conclut le *Star*, que seuls les libéraux ont l'équipe, le bilan et les politiques pour amener le Canada au XXI^e siècle. Ils ont bien dirigé l'économie. Ils reflètent les valeurs d'équité et de responsabilité sociale que nous chérissons. Et ils ont la force requise, dans chaque région du pays, pour faire face à une autre épreuve de force avec les séparatistes du Québec.»

The *Toronto Star* estime par contre, dans un autre éditorial, que le premier ministre Harris devrait sortir de sa neutralité et appuyer M. Charest sur la question brûlante de l'unité nationale.

Qui a le mieux fait ressortir qu'il pouvait gagner?, se demande pour sa part The *Globe and Mail*.

M. Chrétien a déclenché les élections pour une seule et simple raison: il croyait que ses adversaires étaient trop faibles et que son gouvernement serait réélu par défaut. Cinq semaines plus tard, on se rend compte avec surprise que le meilleur programme est celui du chef conservateur. Et M. Charest s'est révélé un meilleur chef que M. Chrétien.

«Les élections, conclut le *Globe*, obligent à faire des choix entre des solutions imparfaites et soumises à des événements imprévisibles. Les libéraux ont fait un pari: celui qu'ils ne seraient pas tenus, à cause de la faiblesse des autres partis, de prendre des engagements concrets. Le Reform et le PC ont mis en relief l'erreur des libéraux, et Jean Charest, selon lui, a fait le meilleur plaidoyer pour obtenir l'appui des électeurs.»

Le troisième quotidien de Toronto, le populiste *Sun*, prend aussi position en faveur de M. Charest, tout en souhaitant l'élection de plusieurs réformistes au Parlement. Il souhaite encore plus que la droite fasse un jour front commun, au lieu de continuer à se diviser. Ce dernier vœu est d'ailleurs partagé un peu partout par ceux qui cherchent une solution de rechange valable pour les libéraux.

Si vous aimez le Canada, ne votez pas pour le Reform, plaide The *Telegraph Journal*. Le quotidien de Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) conclut ainsi: «Nous sommes d'accord avec le Reform Party que le déficit est encore trop élevé. Nous reconnaissons que l'Ouest se sent délaissé. Mais nous ne pouvons appuyer ce parti, étant donné ce qu'il représente dans le débat sur l'unité nationale.»

«Les réformistes s'opposent farouchement à ce que le Québec soit une société distincte, mais nous craignons vivement que l'ascension du Reform au pouvoir (improbable) ou comme opposition officielle (possible) aura pour effet, ironiquement, de faire du Québec une société distincte.»

A Saint-John's (Terre-Neuve), The *Evening Telegram* écrit que ce fut une campagne sale (*nasty*) et que tous les partis en portent une part de responsabilité. «Mais si le Parti réformiste continue dans cette voie, il en portera, ainsi que son chef, le plus grand blâme. Hélas, ils avaient quelque chose à offrir avant de se lancer dans la politiciaille.»

The *Times-Transcript*, de Moncton, écrit sensiblement la même chose: les électeurs qui aiment le Canada ne doivent pas flirter avec le Reform.

A l'autre bout du pays, The *Vancouver Sun* conclut pour sa part que le Reform joue présentement un rôle valable dans l'opposition mais qu'il n'est pas prêt à former un gouvernement national. L'éditorial s'en prend toutefois au fait que le Reform sème un message de division concernant le Québec. La prétendue égalité des provinces que M. Manning prêche laisserait en fait à la merci des provinces libérales anglophones du Québec et les minorités francophones hors Québec.

Columnist au *Winnipeg Free Press*, Frances Russell déplore que celui qui a de bonnes chances de devenir chef de l'opposition officielle s'apprette à balayer 200 ans d'histoire canadienne. «Les souverainistes du Québec auront ce qu'ils n'ont jamais eu auparavant: un Canada anglais parlant quotidiennement en termes implacablement hostiles à la Chambre des communes.»

Ce n'est pas l'avis du *Times Colonist*, de Victoria. Les autres chefs de parti insultent l'Ouest en tentant de réduire M. Manning au silence. «On pourrait l'accuser d'accepter trop facilement le droit à la sécession du Québec, conclut l'éditorial, mais il est le seul à avoir une politique sur ce sujet. Jean Chrétien et Jean Charest, en dépit de tout ce qu'ils disent, n'en ont pas, et c'est pourquoi ils veulent que Manning se la ferme.»

Le directeur du *British Columbia Report* n'y va pas par quatre chemins. Un seul parti, le Reform, ose faire face au fait que le Canada est présentement dirigé par une seule province — le Québec. Ce n'est ni racisme ni étroitesse d'esprit (*bigotry*) que de le faire ressortir.

Ce que la majorité veut, estime The *Gazette*, c'est l'unité, et c'est là-dessus qu'il faut insister. Il serait impensable que le reste du Canada ne tienne pas compte d'un OUI majoritaire advenant un autre référendum. «Un plan B est certes nécessaire. Mais la priorité des priorités pour M. Chrétien, les premiers ministres et les autres fédéralistes devrait être la recherche de moyens pour unir le pays. C'est la meilleure solution.»

The *Gazette* est revenu à plusieurs reprises sur le sujet, estimant que la campagne électorale alimente les craintes en ce qui a trait à l'unité du pays.

Avec l'affaire du 50% + 1, écrit William Johnson, Chrétien survole les séparatistes. «Par son silence, par ses reculs incessants, il a renforcé le séparatisme québécois de façon incommensurable.»

La stratégie libérale aide le Bloc, opine aussi Gretta Chambers, chancelière de l'université McGill.

En redonnant de la vigueur à la campagne du Bloc sur l'affaire de la majorité simple, M. Chrétien aide la campagne séparatiste, conclut The *Globe and Mail*. Tout comme M. Manning le fait en durcissant la polarisation nationale.

Les retombées de la campagne

15 bloquistes en péril

Les libéraux espèrent effectuer dix gains et les conservateurs ont des espoirs dans cinq comtés

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Par-delà les tendances générales connues, nonobstant la conviction voulant que les jeux sont faits, peut-être le scrutin de lundi nous réservera-t-il quelques surprises.

En effet, il y a l'inconnu, il y a la difficulté d'évaluer l'influence des facteurs locaux et régionaux, comme le calibre des candidats en présence, la performance des députés sortants, l'efficacité des organisations, la situation sociopolitique, les résultats des élections de 1993 ainsi que les résultats du référendum de 1995.

Grâce aux sondages, l'on sait que le Bloc québécois ne pourra pas répéter l'exploit des dernières élections, que les libéraux ont repris du terrain dans la région de Montréal et que les conservateurs pourraient remporter quelques circonscriptions. Mais on ne connaît pas avec précision l'ampleur des dégâts subis par les souverainistes.

Sur la base des nombreuses entrevues menées en cours de campagne auprès des candidats des divers partis et à partir des confidences recueillies au sein du Bloc, *Le Devoir* est en mesure de déterminer 16 circonscriptions bloquistes en péril, de la trentaine qui méritent une attention particulière le soir des élections.

■ Abitibi. C'est une circonscription qui a connu une vie politique mouvementée. Le bloquiste qui a remporté l'élection de 1993 avec 46 % des voix, Bernard Deshaies, a été remplacé par Jeannot Couture, que l'on dit moins populaire. Le Parti libéral a contrecarré les plans de ses adversaires en recrutant Guy Saint-Julien, qui a été candidat conservateur de 1984 à 1993. L'Abitibi, un gain certain du PLC aux dépens du Bloc.

■ Ahuntsic. En 1993, le bloquiste Michel Daviault s'était fait élire avec 45 % des voix mais c'était à la faveur de la vague bouchardiste. Il ne s'est pas représenté parce que le redécoupage de la carte électorale lui a enlevé des milliers de voix souverainistes. En lieu et place, Pauline Charest n'a que de minces chances contre la libérale Eleni Bakopanos, ex-députée de Saint-Denis.

■ Anjou-Rivière-des-Prairies. Déjà en 1993, le bloquiste Roger Pomerleau l'avait emporté de justesse. Cette fois-ci, c'est le libéral Yvon Charbonneau qui est favori pour l'emporter contre Jean Corbeil, l'ancien ministre conservateur de Brian Mulroney.

■ Argenteuil-Papineau. Le bloquiste Maurice Dumas avait été élu par une majorité de 9000 voix mais il ne semble plus être dans les bonnes grâces de ses électeurs. D'autant plus que le PLC lui oppose l'avocat Stéphane Hébert, un candidat d'excellente réputation et de haut calibre, qui a de bonnes chances de reprendre la cir-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une scène croquée jeudi dernier lors du passage de Jean Chrétien dans le comté de Bourassa à Montréal.

conscription.

■ Beauce. La seule circonscription qui ait été un candidat indépendant en 1993, Gilles Bernier, après qu'il eut été rejeté par Kim Campbell. Le Bloc était arrivé deuxième avec 2000 voix de moins, sans compter que cette circonscription a voté NON avec 56 % en 1995. Cette fois-ci, la bloquiste Lucie Dion est susceptible de connaître la défaite. C'est un autre gain prévu pour le PLC représenté par Claude Drouin.

■ Beauharnois-Salaberry. Une circonscription que le bloquiste démissionnaire Laurent Lavigne avait remportée avec 10 000 voix de majorité en 1993. Et qui sera intéressante à surveiller lundi, en ce qu'elle met en présence la libérale Linda Julien, autrice du guide des femmes candidates, le conservateur Jacques Bellemarre et le bloquiste Daniel Turp, qui pourrait l'emporter de justesse. Ce qui n'est pas acquis.

■ Bellechasse-Montmagny-L'Islet. Élu de justesse en 1993, le bloquiste François Langlois est en difficulté dans cette circonscription qui a donné 54 % au NON. Tout est possible dans cette lutte à trois où s'affrontent le libéral Gilbert Normand et le conservateur Denis Roy.

■ Bourassa. D'origine chilienne, le bloquiste Osvaldo Nuñez avait causé une surprise en arrachant la circonscription au scrutin de 1993. Ses 600 voix de majorité ont déjà fondu et le libéral Denis Coderre est assuré de réussir cette quatrième tentative dans cette circonscription qui a accordé 59 % au NON.

■ Brossard-La Prairie. Il faudrait une vague aussi forte qu'en 1993 pour que le Bloc espère conserver cette circonscription, qui avait élu Richard Bélisle avant de voter à 60 % pour le OUI. La nouvelle candidate Françoise Bélanger affronte deux néo-Québécois, le libéral Jacques Saada et le conservateur Thanh Kiet Ngo, dans une circonscription qui compte 25 % de non-francophones.

■ Compton-Stantead. C'est une perte assurée pour le Bloc dont le député sortant, Maurice Bernier, tient à une majorité de 4500 voix. Le conservateur David Price, maire de Lennoxville, a autant de chances de remporter la circonscription que le libéral Gaëtan Grenier.

■ Joliette. Malgré l'histoire politique de cette circonscription et le calibre de la candidate du PC, Anie Perrault, il faut se rappeler que le bloquiste

René Laurin y avait été élu par 22 000 voix de majorité. C'est toutefois l'une des cinq ou six circonscriptions où le Parti conservateur a des espoirs.

■ Bonaventure-Gaspé-Iles-de-la-Madeleine. Le député bloquiste Yvan Bernier est en difficulté dans cette circonscription fusionnée où son adversaire est également un député sortant, le libéral Patrick Gagnon, dont les chances d'être réélu sont respectables.

■ Laval-Est. L'ancien député conservateur Vincent Della Noce a fait une campagne du tonnerre et on le dit en avance sur la bloquiste sortante Maud Debien. C'est Nathalie Paradis qui représente le PLC.

■ Lotbinière. C'est le bloquiste Jean Landry qui avait été élu en 1993 mais il a été rejeté par les militants à la convention. L'organisation en est ressortie divisée ce qui a laissé un mauvais héritage au candidat Odina Desrochers. La circonscription pourrait aller au libéral Pierre Savoie ou au conservateur Gaston Beaudet, malgré la majorité de 10 000 voix.

■ Le Bloc risque également de perdre les circonscriptions de Richmond-Arthabaska, Saint-Lambert, Shefford et Verdun-Saint-Henri.

Les autres partis ont forcé les libéraux à modifier leur plan de campagne

L'HISTOIRE D'UNE CAMPAGNE

JEAN DION
LE DEVOIR

C'a commencé avec la question fondamentale. Le déclenchement du scrutin n'était pas annoncé depuis dix minutes que Jean Chrétien se faisait demander «pourquoi des élections maintenant?» En effet, après trois ans et demi seulement de pouvoir, avec les libéraux pratiquement assurés d'être réélus, voire avec le Manitoba ravagé par la crue des eaux, la pertinence de convier le peuple aux urnes soulevait des doutes.

Le premier ministre a d'ailleurs eu du mal à se justifier. Il a lu une vague réponse sur la nécessité d'un mandat frais pour poursuivre le travail après quatre budgets et au moment où le déficit est en voie d'élimination. Il a parlé du choix se présentant aux Canadiens entre une baisse immédiate du fardeau fiscal et la préservation des programmes sociaux. Il a ressorti le cliché archi-usé de la proximité du XXI^e siècle. Mais il n'a soufflé mot des motifs soupçonnés par plusieurs: un scrutin hâtif permettait d'empêcher les conservateurs de s'organiser davantage, de profiter de la chute de popularité des réformistes et, surtout, de devancer le dépôt de l'avis de la Cour suprême sur la légalité de la souveraineté du Québec.

Dès le premier soir de campagne, à Grand-Mère, M. Chrétien a annoncé ses cotillons. «Je ne parlerai pas beaucoup de mes adversaires», a-t-il dit, fort de l'avance en apparence insurmontable qu'il détenait. Il voulait cinq semaines à discuter des «vrais problèmes» que sont les emplois, la santé et le rendement de l'économie. Le tout sur un mode défensif, bien illustré par les messages publicitaires du Parti libéral: mise de l'accent sur le bilan plutôt que sur les promesses, pas de diminution d'impôts irres-

ponsable, reconnaissance de ce que le taux de chômage est encore trop élevé, pas de grandes manœuvres pour régler la question de l'unité nationale — qui constitue l'«engagement principal» du deuxième tome du Livre rouge — mais un renouvellement de la fédération par étapes.

Mais la volonté d'ignorer l'opposition n'aura duré que le temps des roses. Le départ canon de Jean Charest qui fait «cuire» le Livre rouge au barbecue et, plus tard, affirme que M. Chrétien ne serait plus un Québécois, de même que «l'affaire Jacques Parizeau», lui fournissent des munitions. Aux débats des chefs, le premier ministre se tire d'affaire, mais le sentiment général voulant que M. Charest ait gagné la partie accroît encore l'intensité d'une campagne que l'on prévoyait pourtant terne.

Les deux dernières semaines de campagne ont pour leur part vu les autres partis forcer les libéraux à carrément modifier leur plan de campagne. Le fleuve tranquille qui s'annonçait a débouché sur des rapides. L'unité canadienne a surgi à l'avant-scène pour n'en jamais disparaître, aux dépens des «vrais problèmes» desquels M. Chrétien était si réticent de s'écarter. Le ton a monté.

Dans l'Ouest, le premier ministre a passé le plus clair de son temps — il s'en est d'ailleurs vanté — à rabattre son caquet au chef réformiste Preston Manning, à sa politique du pire concernant l'avenir du pays et à sa publicité «anti-québécoise» mettant dans le même sac tous les politiciens francophones, fédéralistes comme souverainistes. M. Chrétien et ses ministres n'ont jamais hésité à qualifier le Reform de parti d'«extrême droite».

Un peu partout, il a aussi dénoncé Jean Charest, l'accusant de tenir un double langage, selon qu'il se trouve au Québec ou ailleurs, sur la reconnaissance de la société distincte.

Enfin, au Québec, où les libéraux pouvaient se contenter de regarder le Bloc québécois s'enliser dans une campagne désastreuse, M. Chrétien a finalement glissé sur la

peau de banane qu'il avait toujours su éviter. Ses propos, volontaires ou non, sur le «50% + 1» ont redonné vigueur au Bloc québécois et lui ont probablement permis de reprendre une bonne partie des sièges qu'il était menacé de perdre.

Ces éléments combinés ont eu pour effet de donner une image de plus grande vulnérabilité au PLC. Le chef qui se voulait au-dessus de la mêlée au départ s'est retrouvé au beau milieu de l'arène, contraint de livrer le combat de coqs qu'il espérait éluder. Le difficile équilibre qu'il voulait maintenir entre le plan A et le plan B a peut-être été achevé de se retourner contre lui. C'est en donnant l'impression d'être, comme en 1993, dépassé sur ses flancs par les régionalismes — tout est relatif, mais les perspectives libérales sont quand même moins reluisantes qu'il y a un mois — qu'il encourra le verdict des électeurs lundi.

Résultat: au terme d'une campagne «inutile», l'élection d'un gouvernement minoritaire, impensable il y a peu, est maintenant de l'ordre des possibilités.

Quant à M. Chrétien lui-même, on ne pourra dire qu'il s'est distingué par sa clarté et sa candeur pendant cette campagne. Sur le fond, il a continué de refuser de faire son mea-culpa quant à l'abolition de la TPS et à continuellement accusé les conservateurs d'être à l'origine des problèmes économiques alors qu'il connaissait parfaitement l'état des finances publiques au moment de promettre jobs, jobs, jobs; il demeure aussi résolument obscur sur la question de la sécession du Québec.

En ce qui a trait à la forme, sa syntaxe déficiente, ses phrases emberlificotées, souvent non terminées ou simplement saugrenues — «le travail est créé par la création d'emplois», «eux [les partitionnistes] travaillent sur une hypothèse que moi je dis que c'est strictement hypothétique» — font en sorte que l'analyse politique se rapproche chaque jour davantage du travail d'exégèse.

ÉLECTIONS 1997

Aide-mémoire
Petit guide de survie des électeurs

Dans le but d'accompagner la réflexion à deux jours du scrutin, *Le Devoir* vous offre une synthèse des positions et des engagements les plus significatifs des cinq grandes formations politiques en présence. Le tableau se veut pratique et facile à consulter; il couvre l'essentiel mais ne dit pas tout. Certains dossiers, tels la défense, l'aide internationale, les affaires autochtones ou l'environnement, n'y trouvent pas leur juste représentation. La raison ne tient pas qu'à l'espace mais aussi à la place souvent limitée que ces thèmes ont occupée au cours de la campagne.

Une page à consulter, et à conserver pendant les quatre prochaines années...

Jean-Robert Sansfaçon



BLOC
QUÉBÉCOIS

ÉCONOMIE ET EMPLOI

- Révision de la politique monétaire en fonction d'une cible d'inflation variant autour de 3 %, dans le but de stimuler la croissance et l'emploi
- Revendication de la création d'un fonds de 400 millions pour les transports au Québec
- Revendication pour le Québec «de sa juste part» des dépenses fédérales en biens et services de même qu'en centres de recherche
- Revendication d'une politique fédérale de lutte contre le chômage par le partage du travail
- Injection de fonds supplémentaires dans des programmes d'aide aux PME créatrices d'emplois
- Création d'un programme REER-emploi accessible aux chômeurs qui veulent créer leur entreprise

FISCALITÉ

- Demande d'adoption d'une loi anti-déficit
- Récupération de trois milliards de recettes supplémentaires par l'abolition ou le resserrement des dépenses fiscales des entreprises et par la lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale
- Triplement de la surtaxe sur les profits des institutions financières
- Utilisation du surplus de la caisse d'assurance-emploi, moitié pour réduire les cotisations, moitié pour rétablir les avantages antérieures du régime
- Appui à la revendication du gouvernement du Québec de compensation pour l'harmonisation TPS-TVQ
- Abolition de l'exonération partielle des gains en capital
- Transformation de la déduction REER et de celle pour frais de garde d'enfants en crédits d'impôt uniformes
- Revendication d'un crédit d'impôt unique pour remplacer les divers crédits existants, calqué sur le modèle proposé dans la réforme fiscale du Québec
- Imposition du salaire du Gouverneur général

QUESTION NATIONALE

- Défense du projet de souveraineté du Québec et, d'ici là, des intérêts du Québec dans la fédération canadienne
- Défense du droit du gouvernement du Québec de tenir un nouveau référendum sur le projet de souveraineté, selon sa propre loi
- Opposition à toute tentative d'ingérence d'Ottawa dans les domaines de compétence provinciale
- Demande de retrait du fédéral, avec compensation, de tous les champs de compétence provinciale
- Demande de reconnaissance par Ottawa de la dualité linguistique de la SRC
- Mise en place par la SRC de services régionaux à travers le Québec
- Augmentation des budgets des organismes culturels tels Radio-Canada, Téléfilm et l'ONF
- Interdiction d'utiliser les fonds publics à des fins de propagande fédéraliste; redistribution de ces fonds aux organismes culturels
- Reconnaissance par Ottawa de la compétence provinciale dans le développement de l'infrastructure

PROGRAMMES SOCIAUX

- Rétablissement des transferts fédéraux à leur niveau d'avant la vague de compressions
- Utilisation de la moitié des surplus de cinq milliards de la caisse d'assurance-emploi pour rétablir les normes antérieures du régime
- Revendication de normes de protection pour les travailleurs autonomes
- Augmentation de 250 millions des fonds alloués à l'introduction de la prestation fiscale pour enfants
- Création d'un poste de Commissaire à la pauvreté
- Compensation du Québec pour le retrait fédéral en matière de logement fédéral

SÉCURITÉ PUBLIQUE

- Mesures précises visant les têtes dirigeantes des groupes de motards criminels
- Mesures pour réduire le blanchiment d'argent, comme le retrait des billets de 1000 \$ et l'obligation pour les institutions financières de signaler les transactions de plus de 10 000 \$
- Opposition au durcissement de la loi sur les jeunes contrevenants
- Élimination de la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle dans toutes les politiques gouvernementales



PARTI
CONSERVATEUR

ÉCONOMIE ET EMPLOI

- Objectif de création de un million d'emplois en quatre ans et de deux millions d'emplois au cours des dix prochaines années
- Lutte contre le chômage par la mise au point «d'une structure fiscale concurrentielle, la disparition des obstacles au commerce, l'allègement de la réglementation»
- Négociation d'un nouvel accord de commerce interprovincial. En cas d'échec, «mesures sévères et efficaces» d'élimination de ces barrières par la création d'une commission (fédérale) du commerce interprovincial
- Mesures de stimulation des exportations, notamment dans les secteurs de nouvelle technologie
- Aide fiscale à la PME

FISCALITÉ

- Adoption d'une loi anti-déficit
- Réduction additionnelle de 12 % des dépenses de programmes (fusions de ministères, réduction pour l'aide internationale et aux autochtones, abolition du ministère des Affaires indiennes, etc.)
- Équilibre budgétaire en l'an 2000
- Le tiers des surplus qui survont sera consacré au remboursement de la dette
- Réduction immédiate de 2,90 \$ à 2,20 \$ des cotisations à l'assurance-emploi
- Réduction de 10 % de l'impôt des particuliers au cours du premier mandat; limite à deux du nombre de paliers d'imposition (15 % pour les premiers 29 590 \$ de revenu, et 25 % pour l'excédent); exemption personnelle de base haussée à 10 000 \$

QUESTION NATIONALE

- Reconnaissance du concept de société distincte
- Projet de réforme de la fédération basée sur l'idée de cogestion, sans amendement constitutionnel
- Négociation d'un Pacte canadien en matière de santé, d'éducation postsecondaire et de commerce interprovincial
- Création d'un Secrétariat du pacte canadien chargé «d'analyser les activités des partenaires de la fédération et de proposer aux assemblées législatives et au Parlement les mesures à prendre pour accroître l'efficacité et la productivité en matière fiscale, d'économie et d'équité fiscale»
- Limite du mandat des sénateurs à dix ans, et nomination après réception des suggestions des provinces
- Diminution supplémentaire de l'ordre de un demi-milliard du budget du ministère du Patrimoine
- Gel des crédits de la SRC

PROGRAMMES SOCIAUX

- Maintien des cinq principes de la Loi canadienne sur la santé
- Transfert aux provinces sous la forme de points d'impôt des 12,5 milliards de dollars de droits en espèces pour la santé, les services sociaux et l'éducation postsecondaire, après négociation d'un Pacte canadien. En cas d'échec des négociations, statu quo
- Création d'un fonds d'initiatives en matière de santé, doté de 200 millions de dollars et accessible aux seules provinces qui investissent dans les domaines établis par Ottawa
- Création d'un Institut national pour la collecte de renseignements et l'évaluation des programmes de santé
- Implication fédérale dans l'enseignement primaire et secondaire par l'instauration de normes interprovinciales et d'examen nationaux administrés par le Fonds canadien d'excellence en éducation (50 millions); seules les provinces qui adhéreront auront accès à l'argent

SÉCURITÉ PUBLIQUE

- Versement aux corps policiers des sommes tirées de la vente des biens acquis illégalement par les criminels
- Adoption d'une charte des droits des victimes d'actes criminels
- Test obligatoire de dépistage de maladies transmises sexuellement pour les coupables d'agression sexuelle
- Alourdissement des peines pour les coupables de crimes contre des enfants
- Abaissement de douze à dix ans de l'âge où s'applique la loi sur les jeunes contrevenants
- Renvoi devant les tribunaux pour adultes facilité dans le cas de jeunes accusés de crimes graves
- Abrogation de la loi sur les armes à feu
- Accent mis sur l'équilibre prévention-répression



PARTI
LIBÉRAL

ÉCONOMIE ET EMPLOI

- «Mise en place de conditions propices à la création d'emplois»
- Investissements stratégiques pour l'emploi des jeunes dans les PME, le tourisme, l'innovation et la technologie
- Création d'une Agence de promotion des échanges commerciaux
- Stages pour diplômés canadiens à l'étranger
- Mesures actives d'aide aux chômeurs (800 millions de dollars d'ici 2000)
- Mise sur pied de la Fondation canadienne pour l'innovation, prévue au dernier budget
- Aucun objectif chiffré de création d'emploi
- Promotion de la «mobilité géographique de tous les Canadiens»

FISCALITÉ

- Équilibre budgétaire atteint avant la fin du prochain mandat
- Surplus budgétaires répartis moitié pour réduire les impôts et la dette, moitié pour les programmes sociaux
- Réduction éventuelle des cotisations à l'assurance-emploi

QUESTION NATIONALE

- Recours devant la Cour suprême pour clarifier le droit du Québec à la séparation
- Non-reconnaissance d'une majorité simple en faveur de la séparation du Québec
- Adoption de mesures favorables à la coopération fédérale-provinciale, notamment en créant une commission nationale des valeurs mobilières, une direction nationale des impôts et une Agence nationale d'inspection des aliments
- Négociations pour l'amélioration de l'entente interprovinciale sur le commerce
- Révision constitutionnelle «des que ce sera possible», en collaboration avec les provinces
- Modification de la formule d'amendement qui exigerait le consentement obligatoire de chaque région touchée
- Enchâssement constitutionnel du concept de société distincte, «sans plus de pouvoirs, de privilèges ou d'argent aux dépens des autres Canadiens»
- «Croissement considérable» des échanges entre jeunes Canadiens
- Stabilité du financement de la SRC, et augmentation possible liée à la réussite de la lutte contre le déficit
- Création d'une Société de développement des maisons d'édition
- Quinze millions pour la diffusion de produits multimédias
- Stimulation des échanges culturels avec le reste du monde

PROGRAMMES SOCIAUX

- Élaboration d'objectifs nationaux dans le domaine social, en concertation avec les provinces
- Augmentation des crédits destinés aux programmes d'action communautaire pour les enfants et ceux de nutrition prénatale
- Doublement possible de la somme de 850 millions déjà prévue pour la prestation fiscale pour enfants, si l'état des finances le permet
- Création de centres d'excellence pour le bien-être des enfants (vingt millions sur cinq ans)
- Négociation avec les provinces d'un projet national en faveur des personnes handicapées
- Mesures favorables au secteur associatif
- Respect des cinq principes de la loi canadienne sur la santé
- Relèvement à 12,5 milliards du plancher des transferts financiers aux provinces pour la santé, l'aide sociale et l'éducation postsecondaire
- Augmentation du crédit d'impôt pour les familles qui prennent soin de personnes invalides à domicile
- A long terme, création d'un régime d'assurance-médicaments
- Mise en œuvre de la réforme de la Sécurité de la vieillesse
- Poursuite du programme de lutte contre le sida
- Augmentation de l'effort financier de lutte contre le cancer et le tabagisme

SÉCURITÉ PUBLIQUE

- Application de la loi sur le contrôle des armes à feu
- Poursuite de la lutte contre la contrebande
- Création de brigades spéciales pour s'attaquer aux produits du crime
- Financement de projets communautaires pour prévenir la délinquance



NOUVEAU PARTI
DÉMOCRATIQUE

ÉCONOMIE ET EMPLOI

- Réduction de moitié du taux de chômage au cours du premier mandat, de 9,6 % à 5,4 %
- Politique monétaire expansionniste et contrôle de l'inflation, tout à la fois
- Maximisation des industries à valeur ajoutée, mais aussi des industries traditionnelles (pêches, forêts, etc.)
- Investissements accrus dans les emplois communautaires
- Investissements accrus dans les projets coopératifs
- Obligation pour les banques d'investir dans la communauté
- Investissements dans les transports routiers, ferroviaires, aériens, maritimes, etc.
- Investissements dans la recherche, les technologies et les industries vertes.

FISCALITÉ

- Maintien des taux d'intérêt bas pour réduire les coûts de la dette
- Équilibre budgétaire en trois ans, malgré une forte augmentation des dépenses et une baisse des taxes et impôts de quelque 7,8 milliards de dollars pour les travailleurs à revenu modeste; augmentation des taxes et impôts des entreprises et des riches de quelque 13 milliards de dollars
- Utilisation des surplus budgétaires pour créer des emplois, réduire les impôts des «familles ordinaires» et réduire la dette
- Abolition progressive de la TPS, en commençant par les biens essentiels, vêtements d'enfants, livres, magazines
- Hausse de 30 % du crédit de la TPS
- Nouvelle fourchette d'impôt pour les revenus de plus de 100 000 \$
- Taxe sur les héritages de plus de un million de dollars
- Imposition des gains en capital à taux plein

QUESTION NATIONALE

- Reconnaissance de la «différence» québécoise dans la Constitution «de manière à favoriser l'unité du pays»
- Révision des responsabilités pour rapprocher les services des citoyens; élimination des doublonnements
- Implication de tous des Canadiens dans les changements constitutionnels
- «Respect du droit de choisir démocratiquement leur avenir»
- Aide accrue aux autochtones
- Mise en œuvre des recommandations de la Commission royale d'enquête sur les peuples autochtones
- Augmentation du financement des institutions culturelles «dans tous les secteurs des arts»
- Doublement des ventes de livres canadiens au pays et à l'étranger
- Doublement du nombre de films et de productions télévisuelles

PROGRAMMES SOCIAUX

- Fin des compressions
- Accroissement de 12 à 15 milliards des transferts aux provinces
- Adoption de normes nationales en matière d'aide sociale
- Programme national de garderies
- Programme d'aide pour éviter l'endettement des étudiants
- Investissement en capital et fonds de recherche, équipements et centres de recherche
- Revendication de mesures d'équité salariale pour les femmes
- Soutien d'un secteur public fort pour favoriser l'emploi des femmes
- Lutter contre les augmentations de cotisation au Régime de retraite pour les travailleurs à revenus modestes, tout en améliorant le régime
- Régime national d'assurance-médicaments
- Élargissement du régime d'assurance-maladie (soins à domicile, médicaments, etc.)
- Faire respecter les cinq principes de la Loi sur la santé
- Remplacer la loi sur la protection des décrets pour réduire le prix des médicaments
- Programmes d'appui à l'égalité des minorités ethniques et raciales
- Aide accrue aux personnes âgées, handicapées, femmes et enfants
- Accueil et intégration des immigrants en provenance des pays en développement
- Interdiction d'importer des produits fabriqués par des enfants

SÉCURITÉ PUBLIQUE

- Puniton des criminels proportionnelle à la gravité du délit
- Investissement dans la prévention
- Consolidation des services aux victimes de crimes
- Lutte contre les bandes criminelles
- Accroissement des efforts de réadaptation



PARTI
RÉFORMISTE

ÉCONOMIE ET EMPLOI

- Élimination des barrières au commerce interprovincial
- Maintien de l'aide à la recherche-développement
- Aide particulière aux provinces de l'Atlantique et de l'Ouest
- Confiance exclusive dans le secteur privé pour la création d'emplois

FISCALITÉ

- Réduction de la taille de l'État fédéral
- Équilibre budgétaire atteint en 1999
- Adoption d'une loi anti-déficit
- Réduction de 15 milliards (-14 %) des dépenses fédérales en quatre ans
- Vente «d'actifs excédentaires» dont les revenus serviront au remboursement de la dette
- Réduction des impôts de 12 milliards
- Augmentation de quatre milliards des dépenses en santé et en éducation
- Abolition des organisations fédérales de développement régional, du Commissariat aux langues officielles et du CRTC
- Privatisation des réseaux généralistes de la télévision de Radio-Canada, de Via Rail et de la Société canadienne des postes; fusion de plusieurs ministères
- Réduction de moitié de l'impôt sur les gains en capital
- Augmentation de l'exemption personnelle de base de 6456 \$ à 7900 \$; augmentation de l'exemption pour personne mariée de 5380 \$ à 7900 \$; élimination des surtaxes sur l'impôt sur le revenu
- Réduction de 28 % des cotisations à l'assurance-emploi
- Déduction pour frais de garde accordée aux familles qui n'ont pas recours à un tel service
- Remplacement de la TPS et simplification du régime fiscal

QUESTION NATIONALE

- Non-reconnaissance de la société distincte pour le Québec, ni du concept des deux peuples fondateurs
- Principe de l'égalité des dix provinces
- Remise des pouvoirs aux provinces en matière de services sociaux, de culture et de langue, de tourisme, etc.
- Appui au partitionnisme advenant la séparation du Québec
- Réforme du Sénat dans le sens des «trois E»
- Exigence de l'appui des Canadiens par référendum pour tout changement constitutionnel
- Droit de «rappel» d'un député par ses électeurs en cas d'insatisfaction populaire
- Référendum pour tout changement social d'importance (avortement, peine capitale, etc.). La demande pourrait aussi venir des citoyens

PROGRAMMES SOCIAUX

- Attention particulière aux familles, notamment par la fiscalité (voir le chapitre sur la fiscalité)
- Abolition du transfert de 3,5 milliards aux provinces pour l'aide sociale
- Réforme des programmes sociaux en misant sur la responsabilité des familles et des individus
- Ajout de quatre milliards de dollars pour la santé et l'éducation postsecondaire
- Réforme de la péréquation en faveur des seules provinces les plus pauvres (les Maritimes)
- Substitution au Régime de pension du Canada de Régimes enregistrés d'épargne retraite (REER) individuels à cotisation obligatoire
- Fin des programmes d'accès à l'égalité et d'équité en emploi et modification en ce sens de la Charte des droits

SÉCURITÉ PUBLIQUE

- Répression de la pornographie et de la prostitution infantiles
- Tolérance zéro en matière de violence conjugale
- Adoption d'une charte des victimes d'actes criminels
- Référendum national exécutoire sur le rétablissement de la peine de mort
- Abrogation de la loi sur les armes à feu
- Réforme du régime des libérations anticipées pour les meurtriers
- Mesures de répression plus sévères à l'égard des jeunes criminels

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Chrétien martèle
la nécessité
d'une majorité
libérale forteUn rassemblement est annulé
à Toronto par «mesure
de sécurité»HUGUETTE YOUNG
PRESSE CANADIENNE

Guelph, Ont. — Conscient qu'il sera difficile de répéter l'exploit de 1993, le premier ministre Jean Chrétien a recréé son message sur la nécessité d'obtenir un gouvernement majoritaire libéral fort, à trois jours du scrutin de lundi.

Devant la perspective d'un gouvernement minoritaire, une certaine nervosité est palpable dans les rangs libéraux.

Depuis 48 heures, M. Chrétien rappelle à chaque arrêt de sa tournée que l'élection d'un gouvernement libéral majoritaire amènera prospérité et unité au pays.

«Pour avoir une économie forte, il me faut un gouvernement fort. J'ai besoin d'un gouvernement fort pour continuer à mettre de l'ordre dans les finances», a-t-il dit devant une salle bondée de 1500 personnes, hier matin à Guelph, en Ontario. «J'ai besoin d'un gouvernement fort pour équilibrer le budget, pour finir ce qui a été entamé [...] J'ai besoin d'un gouvernement fort pour maintenir ce pays bien-aimé uni.»

Pressé de questions, le premier ministre a admis qu'un gouvernement minoritaire lui compliquerait la vie car il serait plus difficile de faire passer des mesures difficiles. «Mais je ne pense pas qu'il y en aura un [gouvernement minoritaire], a-t-il précisé aux journalistes.

En soirée à Toronto, de crainte que la sécurité du premier ministre soit menacée, un rassemblement libéral qui devait avoir lieu dans un quartier italien de Toronto a été subitement annulé, alors qu'une foule en colère se précipitait au quartier général du candidat libéral Tony Ianno.

La GRC a annoncé aux journalistes qui accompagnaient le premier ministre dans sa tournée que l'événement avait été annulé parce que l'on considérait que c'était «trop dangereux» pour le premier ministre.

«Avec les boucaldières qui auraient pu se produire, ça ne valait pas la peine que le premier ministre vienne. Il y avait un risque que cela ne tourne à la violence», a indiqué un porte-parole policier.

M. Chrétien devait prendre la parole au quartier général du candidat libéral Tony Ianno au centre-ville de Toronto où l'on attendait tout au plus 200 militants. On a craint le pire lorsque s'est présentée une foule de 1000 personnes — dont environ 150 manifestants.

Pancartes en main, les manifestants ont bloqué la rue en vociférant contre les coupes dans le programme d'assurance-emploi, les coupes dans le domaine de la santé et les «mensonges» de M. Chrétien. M. Ianno a attribué la tenue de cette manifestation au NPD.

À LIRE LUNDI

L'Entrevue

La crise environnementale nous oblige à reconstruire les ponts entre les sciences naturelles et humaines, affirme Joël de Rosnay. Le célèbre biologiste français estime que les nouvelles technologies ouvrent une possibilité extraordinaire d'organiser notre vie sociale en harmonie avec la nature. A lire lundi dans L'Entrevue.



Joël de Rosnay

S.V.P. Assurez-vous
que ce papier journal
soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Sur Internet devoir.com.org
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc. 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

«Ne pas voter, c'est voter fédéraliste»

Lucien Bouchard lance un vibrant appel aux indécis et aux abstentionnistes

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

À l'occasion du dernier grand rassemblement du Bloc québécois avant l'élection, le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, a lancé hier soir un vibrant appel aux électeurs indécis et à ceux qui ne veulent pas aller voter.

Devant au moins 800 personnes réunies au cégep Ahuntsic (les organisateurs parlent de plus de 1000 personnes), Lucien Bouchard a évoqué «le spectre de trouver à Ottawa un couple infernal: un gouvernement Chrétien avec une opposition Manning». Et Gilles Duceppe, lui, a fait de l'élection de lundi un «vote de fierté des Québécois».

Reprenant ses attaques contre Jean Chrétien et «tous les coups» qu'il a donnés au Québec, Lucien Bouchard a concentré son tir hier soir sur Preston Manning, dans une attaque enflammée contre le chef réformiste, qui pourrait devenir chef de l'opposition officielle lundi soir.

«Preston Manning répudie l'existence du peuple québécois, tonne Lucien Bouchard, il refuse au Québec son identité, il déchire une page d'histoire, il refuse au Québec la légitimité de son combat».

«Il s'est prononcé pour la partition, ajoute-t-il. Lorsque le Québec aura voté OUI, il essaiera de toutes ses forces de diviser le Québec, de charcuter le Québec, de contrer la démocratie québécoise. C'est l'homme qui est contre l'aide sociale, contre les immigrants... Et il pourrait balayer tout l'Ouest canadien avec une campagne sans précédent de rejet du Québec, d'intolérance».

En grande forme, Lucien Bouchard a également voulu ridiculiser les prétentions de Jean Charest.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Percutant discours de Lucien Bouchard, hier soir, devant 800 personnes au cégep Ahuntsic.

«Voter Jean Charest, lance-t-il, c'est comme jeter son bulletin de vote dans un trou noir. Il ne faut pas gaspiller son vote».

Le premier ministre a également accusé Jean Charest de ne pas avoir le courage «de se lever debout comme un démocrate» et d'accepter le verdict du peuple québécois s'il dit OUI.

«Il laisse plutôt Preston Manning faire la campagne que

l'on connaît, dit-il. C'est très grave, ça annonce toutes les compromissions».

Lucien Bouchard a également évoqué les «discussions académiques» sur l'existence du Bloc, sur sa pertinence, pour conclure que «la justification profonde du Bloc n'a jamais été aussi évidente, à partir du moment où l'on voit Preston Manning aller faire l'Opposition officielle (...) et Jean Chrétien qui voudra empiéter sur les droits des Québécois».

Lucien Bouchard a également averti les Québécois qui seraient tentés de ne pas aller voter lundi que c'est exactement ce que veulent MM. Chrétien et Manning. «Ne pas exercer son droit de vote porte à conséquence... Ne pas voter, c'est voter fédéraliste, c'est voter pour Jean Chrétien et Preston Manning», dit-il.

Et comme les Québécois sont des démocrates, dit-il, ils iront voter.

Lucien Bouchard n'a pas caché que la campagne électorale a été «dure et éprouvante», et qu'elle a «testé les limites des forces de notre ami Gilles Duceppe» qui, aux premiers jours de la campagne, a «senti tout le poids de la cause souverainiste». Gilles Duceppe a «subi l'épreuve du feu, et il l'a réussie», dit-il.

Gilles Duceppe a livré par la suite un discours qui reprenait les principaux éléments des discours de Lucien Bouchard. «Un vote pour les conservateurs est un vote perdu, dit-il. La seule combinaison gagnante c'est un gouvernement souverainiste à Québec et une opposition souverainiste à Ottawa».

Gilles Duceppe a passé en revue l'ensemble des actions du Bloc, pour ensuite affirmer que «le Québec n'appartient pas au Parti libéral du Canada, il appartient à tous les Québécois, à tous les hommes et femmes qui vivent au Québec».

PARIZEAU «Je pense qu'on a fait l'unité des souverainistes depuis 15 jours»

SUITE DE LA PAGE 1

choses en politique [...] Ce pourquoi nous combattons est beaucoup plus important que les individus... »

Curieusement, Jacques Parizeau ne participait pas hier soir au dernier grand rassemblement souverainiste de la campagne fédérale, alors que Lucien Bouchard partageait la tribune avec Gilles Duceppe à Montréal. L'ex-premier ministre a soutenu qu'il avait prévu depuis deux mois partir en avion hier soir pour des vacances en France.

Jacques Parizeau affirme avoir mené cette campagne souterraine sans aucune organisation, sinon «ma femme, deux amis dont je tirai le nom» et des militants.

«Il était fondamental que les souverainistes votent pour les souverainistes, mais d'abord se reconnaissent entre eux, a-t-il expliqué. Je pense qu'on a fait l'unité des souverainistes depuis 15 jours, trois semaines. L'esprit a changé. Tout le monde reconnaît que la tournée de M. Duceppe prend de l'ampleur et donne des résultats qui feront peut-être mentir les sceptiques.»

«Il était essentiel de remonter la fièvre des militants», a-t-il ajouté, admettant «qu'on a eu des problèmes pendant un certain temps» parce que l'année 1997 «est une an née terrible sur le plan des compressions budgétaires».

Mais ces compressions sont liées à la baisse des paie-

ments de transfert fédéraux, a-t-il ajouté, et si le Québec avait voté majoritairement OUI en 1995, «nous aurions récupéré nos impôts», a-t-il dit.

Deux déceptions toutefois, pour Jacques Parizeau: la méconnaissance, dans la population, des pages 30 à 34 du programme conservateur de Jean Charest, qui prévoit une intervention sans précédent dans le secteur de l'éducation au Québec, et aussi «le débat sur les frontières du Québec», un débat qui «laisse pantois» parce que «c'a été étudié depuis des années» et que les avis juridiques sur la question sont clairs: «Le Québec garderait les mêmes frontières s'il devenait indépendant.»

Interrogé sur ce qu'il aurait fait pour contrôler le territoire d'un Québec souverain après un référendum gagnant, Jacques Parizeau a indiqué que «nous vivons dans un état de droit. 61 % des francophones ont voté OUI en 1995, un déplacement de 26 000 voix aurait créé l'égalité. Nous avons respecté le résultat. Nous avons accepté la défaite. La prochaine fois, quand nous gagnerons, nous comptons sur le même respect. Quant au droit lui-même, il est très clair: le Québec sort du Canada avec ses frontières.»

Pour sa part, Gilles Duceppe a rendu hommage à Jacques Parizeau, «qui a consacré sa vie à la cause du Québec», et il a profité de cette rencontre pour livrer un témoi-

gnage sur l'importance pour le Québec d'accéder à la souveraineté.

«Nous ne sommes pas une société distincte, nous sommes une nation distincte», a-t-il lancé, ajoutant que «je ne veux pas que mes enfants passent leur vie à se demander si ça vaut la peine d'avoir leur pays [...]»

«J'ai appris à Ottawa que le Canada ne pourrait jamais fonctionner tant que le Québec serait là. On s'empêche mutuellement de fonctionner. Pour être respectés par les autres, il faut d'abord se respecter soi-même.»

Ironisant sur la proposition des élus libéraux à qualifier le Canada de plus beau pays du monde lorsqu'ils reçoivent des visiteurs étrangers, Gilles Duceppe a ajouté qu'au Québec, «on ne dira jamais ça». D'abord, c'est insultant pour les autres pays; ensuite, a-t-il poursuivi, «le premier pays du monde, c'est celui qui n'a pas de tête, dans son cœur, dans ses tripes.»

Après la grande assemblée d'hier soir à Montréal, Gilles Duceppe prévoit effectuer pendant les deux derniers jours de la campagne un blitz consacré à illustrer la force de l'organisation sur le terrain et la façon de «faire sortir le vote», selon les organisateurs de la campagne bloquiste. Cette démonstration s'effectuera aujourd'hui à Québec, à Laurier-Station, à Victoriaville et à Thetford Mines, et demain dans quelques comtés montréalais.

SOLUTION Plus court au Québec que partout ailleurs au Canada

SUITE DE LA PAGE 1

blème en est un d'argent et de compressions dans le réseau de la santé. Ce qui a fait dire au chef libéral Daniel Johnson que le premier ministre était davantage préoccupé par les résultats du Bloc lors de l'élection de lundi que par le sort des malades en attente de chirurgie cardiaque.

Le premier ministre Bouchard a répondu qu'il se refusait à faire de la politique sur le dos des gens malades, réitérant plutôt que son gouvernement s'assurera de trouver les solutions qui s'imposent d'ici lundi. Il a par ailleurs rappelé que les cas urgents sont traités immédiatement et que le système québécois demeure, dans son ensemble, l'un des meilleurs.

M. Bouchard a cité une étude de l'Institut Fraser, de Vancouver, qui montre que le temps d'attente pour les soins médicaux était plus court au Québec que partout ailleurs au Canada. Ce délai est de 4,7 semaines au Québec, 5,2 semaines en Ontario et neuf semaines en Colombie-Britannique.

À Laval, le ministre Rochon a estimé que les problèmes en matière de chirurgie cardiaque, bien que réels, ne doivent pas faire oublier que pour toutes les autres chirurgies, le nombre de patients en attente avait en fait diminué, passant de 29 000 à 20 000.

«Pour une quinzaine de surspécialités de chirurgie hospitalière, il y a eu une nette amélioration au cours de la dernière année. Il y a un secteur où ça n'a pas marché, c'est la chirurgie cardiaque. On va comprendre pourquoi ça n'a pas marché là. On devrait trouver moyen d'améliorer la situation là aussi.»

Le Dr Rochon a rappelé qu'il se pose 80 000 000 d'actes médicaux par année dans le système de santé québécois. Il admet que la réorganisation du système de santé, «ça dérange, c'est sûr». «Mais l'objectif que l'on vise, c'est que ça dérange le moins possible les malades.» Il estime que c'est surtout «ceux qui font fonctionner le système» qui sont le plus dérangés, parce qu'ils doivent s'ajuster aux nouvelles façons de faire, d'organiser et de planifier.

À l'Assemblée nationale, en l'absence du ministre Rochon, l'opposition libérale a continué d'attaquer le gouvernement sur ses politiques en matière de services sociaux et, notamment, de services aux jeunes mères en difficulté, une semaine après que la ministre Louise Harel ait annoncé son intention d'améliorer les mesures préventives afin de prévenir les grossesses chez les jeunes filles de 14 à 17 ans.

La critique libérale Nicole Loiselle s'en est prise à la décision des Centres jeunesse de Montréal de fermer la moitié des places pour les mères en difficulté d'apprentissage

(MDA). En rendant leur décision sur le sort de Boscoville mercredi, les Centres jeunesse de Montréal annonçaient également leur décision de réduire de 63 à 34 le nombre de places en foyers de groupe et en foyers-appartements pour les jeunes femmes qui ont des difficultés à concilier grossesse non désirée et problèmes socioéconomiques. Au départ, il était question d'éliminer complètement les ressources pour la clientèle dite MDA.

Prise au dépourvu, la ministre de la Solidarité et de l'Emploi, Louise Harel, n'a pu que noter les interrogations de l'opposition. Mais ni elle ni le premier ministre n'étaient visiblement au courant de ce dossier, accusant plutôt les libéraux de «dire n'importe quoi».

Hier, en fin d'après-midi, Pierre Baraby, porte-parole de la ministre Louise Harel, a tenu à apporter des précisions rassurantes pour les bénéficiaires de ces centres d'hébergement. «La ministre tient à préciser qu'elle surseoit à l'application du virage vers la communauté dans le cas des mères en difficulté ou des adolescentes enceintes, tant que le plan d'action qui concerne l'ensemble de ce projet ne sera pas finalisé», a-t-il dit.

M. Baraby a expliqué que le plan d'action endossé par le gouvernement devra d'abord être mis en place avant que l'on touche aux places disponibles dans ces centres pour jeunes femmes.

SÉRIE B Un élément à surveiller lundi soir: Howard Galganov dans Mont-Royal

SUITE DE LA PAGE 1

«Le West Island a toujours été un endroit difficile pour nous», convient Jean-Guy Hudon, coprésident de la campagne du PC au Québec.

Un élément à surveiller lundi soir: le rendement de Howard Galganov, qui se présente à titre d'indépendant dans Mont-Royal.

L'est «cassé»

Dans l'est de l'île de Montréal, la cassure est beaucoup plus évidente. Les comtés à forte diversité ethnique que sont Outremont, Papineau-Saint-Denis et Saint-Léonard-Saint-Michel devraient demeurer libéraux, alors que les bastions francophones de Laurier-Sainte-Marie, Rosemont, Hochelaga-Maisonneuve et Mercier semblent acquis au Bloc.

C'est dans le secteur nord que ça joue le plus serré. Ahuntsic, Bourassa et Anjou-Rivière-des-Prairies, remportés en 1993 par le BQ avec une majorité combinée d'à peine 2200 voix, ont été redessinés à l'avantage des libéraux. Dans Ahuntsic, trois femmes s'affrontent dont Eleni Bakopanos, députée sortante de Saint-Denis que la disparition d'un comté a forcée à déménager. Dans Bourassa, on assiste à un farouche combat revanche entre le bloquiste Osvaldo Nuñez, vainqueur par 53 voix au dernier scrutin, et le libéral Denis Coderre. Dans Anjou, la candidature de l'ex-ministre conservateur Jean Corbeil a créé une lutte à trois avec Roger Pomerleau (BQ, sortant) et Yvon Charbonneau (PLC).

«Nous l'avons dit dès le début: l'est de Montréal est la région où nous espérons faire des gains», dit Alfonso Gagliano, ministre et organisateur en chef du PLC au Québec, qui ne désespère pas de voir Rosemont, voire Hochelaga-Maisonneuve qui a fait l'objet d'une refonte, passer dans le giron libéral.

À Laval, où ils détiennent un siège sur trois, les libéraux comptent aussi sur une percée. Mais même Laval-Ouest, remportée par moins de 2000 voix par le PLC en 1993, n'apparaît pas impenable pour le Bloc. Les conservateurs, de leur côté, misent sur le fougueux ancien député de Laval-Est de nouveau sur les rangs, Vincent Della Noce, pour refaire surface dans l'île Jésus.

Sur la proche rive nord, où une circonscription a été ajoutée, les dés semblent déjà jetés. Le Bloc y a obtenu de très fortes majorités en 1993 — dont la plus grande au Canada, près de 43 000 voix dans Terrebonne — et est à son aise dans ce coin largement francophone et aisé.

Sur la rive sud aussi, le BQ compte sur l'enracinement du Parti québécois pour se maintenir dans Longueuil et Saint-Bruno-Saint-Hubert. En revanche, les libéraux ont les yeux sur Brossard-La Prairie, qu'ils ont perdu de justesse la dernière fois, et sur le nouveau comté de Saint-Lambert, des secteurs en partie représentés par le PLQ à l'Assemblée nationale.

Au delà des comtés, il reste évidemment à juger l'impact qu'aura eu la campagne nationale sur l'humeur de l'électorat. Et il va sans dire que c'est au PC que l'on mise le plus là-dessus.

Le vote «nerveux» des conservateurs

«Entre 80 et 85 % des votes sont drainés par le chef», affirme Jean-Guy Hudon, qui reconnaît néanmoins que l'effet Charest s'est moins fait sentir à Montréal qu'ailleurs au Québec. «Le vote conservateur est fragile, c'est vrai. Mais il y a une chose qui n'est pas si fragile que ça, et c'est la première chose que Jean Charest aura faite de bon dans cette campagne, il aura fait mentir ceux qui disaient que le Parti conservateur était mort.»

En fait, au qualificatif «fragile», M. Hudon préfère celui de «nerveux» — un phénomène que les sondages ont d'ailleurs illustré ces derniers jours. Il assure, contraire-

ment à ce que plusieurs ont dit et malgré la présence de plusieurs candidats «poteaux», que «le PC a encore une base» dans la région et qu'il saura se démarquer lundi. De toute manière, ajoute-t-il, l'ancienne ministre «Monique Landry comptait sur 450 bénévoles en 1993 et elle a perdu même son dépôt. Où est la logique là-dedans? Ce n'est pas toujours vrai» qu'une organisation est synonyme de victoire et vice-versa.

Refusant de donner des chiffres précis, M. Hudon prédit que le PC enlèvera «beaucoup» de sièges le 2 juin. «On a fait le plein des votes bloquistes, et actuellement on est en train de gruger chez les libéraux», explique-t-il, analysant qu'en 1993, plusieurs appuis au PC se sont détournés vers les libéraux lorsqu'il est apparu clair que ces derniers étaient les seuls fédéralistes à avoir des chances raisonnables de battre le Bloc. Mais «plusieurs reviennent».

Au PLC, M. Gagliano croit au contraire que le ballon Charest s'est dégonflé. «On a senti l'effet un peu partout, mais il est déjà passé. La publicité avant, pendant et après les débats des chefs a donné un certain essor à M. Charest, qui a capitalisé sur sa campagne médiatique. Mais ça prend le terrain pour suivre, et il ne l'a pas», dit-il.

Le ministre ajoute que le vote libéral est solide à Montréal, le PC ayant surtout fait mal au Bloc. Aussi, avec la chute appréhendée du camp Charest, les libéraux n'en croient plus guère aux luttes à trois, mais ils n'en espèrent pas moins que dans certains endroits stratégiques, la division du vote «nationaliste mou» se concrétisera, leur permettant de se faufiler.

En somme, doit-on conclure, la campagne un peu folle qui s'achève — du passage aux enfers de Gilles Duceppe au «50 % + 1» de Jean Chrétien à l'éphémérité possible de la remontée de Jean Charest — a soulevé bien des questions qui rendent le résultat du 2 juin aléatoire. «On pourrait avoir des surprises. On va veiller tard lundi», dit M. Gagliano. On verra bien.

• TRANSPORT •

Transport régional
Canadair prend d'assaut le marché américain

L'engouement pour l'avion à réaction est phénoménal

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Avec ses Regional Jets à 50 sièges, et bientôt à 70 sièges, Canadair est engagée dans une véritable course pour prendre d'assaut le vaste marché du transport régional aux États-Unis.

Les dernières négociations entre American Airlines et ses 9000 pilotes ont d'ailleurs fait ressortir tout le poids de cette segmentation, toujours plus précise encore entre la compagnie aérienne mère, qui se concentre sur les routes internationales, et les filiales régionales ou les transporteurs d'appoint, qui arrivent de l'intérieur pour alimenter en passagers les plaques tournantes. C'est le modèle de la toile d'araignée, ou de la roue de bicyclette, avec la plaque tournante en son centre. Cette segmentation est d'autant plus nécessaire que la société-mère ne peut exploiter des appareils de moins

Les 100 transporteurs régionaux américains les plus importants ont présentement 900 réactés en service

régionaux américains les plus importants ont présentement 900 réactés en service, en commande ou en option, contre 250 seulement il y a deux ans. «Uniquement au cours des dernières années, huit transporteurs régionaux ont commandé 160 appareils de ce type, avec une option sur 360 appareils additionnels. Plus d'une centaine de ces appareils faisant l'objet d'une commande ferme (et 300 sous option) n'ont été placés que depuis la mi-1996», a fait ressortir *Airline Business*.

La croissance est spectaculaire, tant du côté des revenus des transporteurs régionaux que du recours grandissant aux réactés. C'est ici qu'intervient Canadair, filiale de Bombardier, et son RJ à 50 sièges et sa version allongée à 70 sièges, présentement en développement, davantage recherchée par les régionaux américains. Sur les 160 appareils déjà commandés au cours de la période 1991-97 (la commande de Comair annoncée hier n'étant pas comprise dans le calcul), Canadair en retient 118, livrés à cinq régionaux américains. Son plus proche concurrent, le EMB.145 de la société brésilienne Embraer, en a placé 25 sous commande auprès de Continental Express, mais ce dernier détient une option sur 175 appareils supplémentaires, devant ainsi les 167 RJ sous option de Canadair.

En janvier dernier, Canadair avait pris une sérieuse option sur le leadership des routes régionales américaines en recevant une commande d'Atlantic Southeast Airlines (ASA), alors la plus importante du genre, soit 30 RJ et 60 sous option, dans une transaction évaluée à 825 millions. Cette commande était d'autant plus significative que sur les 80 appareils constituant sa flotte, ASA exploite 63 Embraer à 30 sièges. Le fait qu'ASA, avec 80 % de sa flotte constitués d'appareils brésiliens, arrête alors son choix sur les RJ — alors qu'un transporteur préfère maintenir une flotte d'aéronefs homogène afin de minimiser les coûts d'entretien et de formation — se voulait une consécration du RJ sur les routes régionales.

Cette avance de Canadair pourrait toutefois être modifiée selon le choix que fera American Eagle (filiale d'American Airlines), dont le besoin en réactés à moins de 100 sièges est évalué présentement à une centaine d'appareils. La logique voudrait qu'elle penche du côté de Canadair, mais les visées d'American Airlines sur l'Amérique latine pourraient conférer un pouvoir de négociation au concurrent brésilien.

A titre d'exemple, le salaire d'un pilote régional oscille autour de 35 000 \$ US, contre 120 000 \$ US pour un pilote de ligne.

Et dans ce jeu des liaisons «point à point», liant une ville à la plaque tournante d'un grand transporteur, l'appareil à réaction — offrant un plus grand rayon d'action, plus de rapidité, de confort et d'économie à l'utilisation — tend à remplacer rapidement le turbopropulsé.

Dans un dossier consacré à ce «nouveau jet set», le réputé magazine spécialisé *Airline Business* a fait ressortir que des centaines de municipalités américaines de petite et moyenne tailles remettent le gros de leur connexion avec le reste du monde entre les mains de transporteurs régionaux. «Compte tenu du fait qu'environ les deux tiers des 481 aéroports commerciaux de quelque 48 États doivent leur salut aux transporteurs régionaux, ces derniers, du moins ceux qui offrent un service de réactés, disposent d'un net avantage sur ceux qui n'offrent pas un tel service.»

L'engouement pour le réacté est phénoménal. Les 100 transporteurs

Chicago, toujours la plaque tournante de l'aviation

Le tandem Dorval-Mirabel vit une stagnation relative

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Le poids relatif des grands aéroports du monde n'a pas véritablement changé depuis le début des années 90. Ce qui se dégage toutefois de l'évolution des cinq dernières années, c'est la croissance moyenne (36 %) de l'achalandage des 50 aéroports les plus importants. Exclue de ce palmarès, Montréal, avec sa dualité aéroportuaire qualifiée de cul-de-sac, a pu reprendre le chemin de la croissance depuis sa privatisation aux mains d'ADM, mais son rayonnement est demeuré régional.

Autour du tandem Dorval-Mirabel, qui aura accueilli 8,9 millions de passagers l'an dernier, se déploie New York, avec ses 51,7 millions de voyageurs, et Toronto, avec 24,2 millions de passagers. En élargissant le périmètre, Montréal se retrouve également en compétition directe avec Newark (29,1 millions de passagers), Boston (25 millions) et Philadelphie (19,3 millions).

C'est sans compter le pouvoir d'attraction de la puissante Chicago. L'aéroport O'Hare a conservé le trône dans ce palmarès des 50 aéroports les plus importants du monde avec ses 69,1 millions de passagers desservis l'an dernier. Il s'agit d'une progression de 15 % depuis 1991. Au cours de cette période de cinq ans, Montréal a également dû tirer de l'arrière en matière de croissance de son achalandage face à ses plus proches rivales. L'augmentation de 16 % calculée, identique à celle observée à Boston, reçoit toutefois la réplique de Toronto avec sa progression de 24 %, du New Jersey (26 %) et de Philadelphie (29 %).

Ainsi, si Chicago maintient sa domination dans le peloton de tête, il faut se diriger du côté d'Atlanta pour observer la performance la plus spectaculaire dans ce segment. L'aéroport Hartsfield a dépassé Dallas-Fort Worth au deuxième rang avec une appréciation de 67 % de son achalandage dans l'intervalle 1991-96, atteignant désormais les 63,3 millions de passagers contre à peine 38 millions il y a cinq ans.

En s'arrêtant toutefois à la performance d'ensemble, il ressort des données quinquennales un comportement distinctif des économies dites émergentes de l'Asie. Séoul (+87 % du nombre de passagers), Bangkok (+64 %), Hong-Kong (+53 %), Singapour (+50 %) et Taipei (+47 %) viennent confirmer le fait qu'un aéroport n'est finalement que le reflet, qu'un baromètre de la santé et du dynamisme économique d'une région.

Aux États-Unis, l'explosion régionale de l'activité économique aura également nourri la croissance des aéroports de Cincinnati (+89 % de l'achalandage), Salt Lake City (+60 %), Las Vegas (+51 %), Seattle (+49 %) et Houston (+46 %). Quant aux aéroports plus «mûrs», un statut ou une vocation plus modernes ont permis à des sites tels Schiphol (Amsterdam) et Charles de Gaulle (Paris) de connaître des taux de croissance de 68 % et de 45 % respectivement.

Montréal, dans tout cela, doit vivre en relative stagnation. En 1975, année d'inauguration de Mirabel, le trafic passagers atteignait les sept millions de voyageurs dans ce qui était alors la métropole et la capitale financière du Canada. Vingt ans plus tard, Dorval et Mirabel attiraient 8,9 millions de passagers. Et Toronto, pendant ce temps? De 10,5 millions de voyageurs qu'elle accueillait en 1975, cette ville,



ARCHIVES LE DEVOIR

Si Chicago maintient sa domination dans le peloton de tête, il faut se diriger du côté d'Atlanta pour observer la performance la plus spectaculaire.

qui a bénéficié entre-temps du déplacement des affaires d'Est en Ouest, en dessert aujourd'hui 24,2 millions. Plus que du simple au double. Et Vancouver? Placée en face du marché le plus bouillonnant, l'Asie, cet aéroport retient depuis peu le deuxième rang au pays avec plus de 12 millions de voyageurs.

Montréal, reléguée depuis 1992 au rang de troisième centre aéroportuaire au Canada (bientôt au quatrième rang, sous la poussée de Calgary), a également vu sa part du trafic des voyageurs internationaux passer de 32 à 22 % entre 1989 et 1993, selon les données de l'analyste Jacques Kavanian, alors que celle de Toronto s'étendait de 39 à 44 %, et celle de Vancouver, de 22 à 24 %. Pourtant à égalité à la fin des années 80, le trafic international en partance de Toronto doubleait celui de Montréal à peine quatre ans plus tard. L'écart a continué à se creuser depuis.

C'est cette érosion que tente de stopper la société Aéroports de Montréal en commandant le retour, dès le 15 septembre prochain, des vols inter-

nationaux réguliers à Dorval. En rétablissant un système de correspondances entre les vols nord-américains et internationaux, en misant sur la congestion de ses plus proches rivaux, on fait le pari que l'on pourra arrêter l'hémorragie, au mieux que l'on

pourra redonner à Montréal son statut de plaque tournante entre l'Amérique du Nord et l'Europe.

(Ce texte a été publié dans l'édition du 26 mai du magazine Tourisme Plus)

LE NOMBRE DE PASSAGERS

Voici le nombre de passagers ayant transité par les aéroports de certaines grandes villes du monde en 1991 puis en 1996, en millions de passagers.

ville	1996	1991 ± (%)	ville	1996	1991 ± (%)
1 Chicago	69,1	59,9 15	11 Denver	32,3	28,3 14
2 Atlanta	63,3	37,9 67	12 Paris ³	31,8	22,0 45
3 Dallas	58,0	48,2 20	13 New York ⁴	31,0	27,4 13
4 Los Angeles	58,0	48,2 20	17 Hong-Kong	30,2	19,7 53
5 Londres ¹	56,0	40,5 38	20 Amsterdam	27,8	16,5 68
6 Tokyo ²	46,6	42,0 11	30 Seattle	24,3	16,3 49
7 San Francisco	39,2	31,8 23	32 Toronto	24,2	19,5 24
8 Francfort	38,8	28,0 39	33 Rome	23,0	16,5 39
9 Séoul	34,7	18,6 87			
10 Miami	33,5	26,6 26	Montréal	8,9	7,7 16

¹ Heathrow seulement; Gatwick accueillait 24,3 millions de passagers en 1996

² Haneda seulement; Narita accueillait 25,4 millions de passagers en 1996

³ Charles de Gaulle seulement; Orly accueillait 27,4 millions de passagers en 1996

⁴ J. F. Kennedy seulement; La Guardia accueillait 20,7 millions de passagers en 1996

DECISION-PLUS présente:
Le marché boursier par ordinateur

Soirée d'information

Suivre les tendances du marché, sans se faire prendre par les mouvements dramatiques. Voilà une mission que chaque investisseur est à même d'accomplir, grâce au logiciel VISION 5.

Cette soirée d'information vous enseignera à mieux diriger votre portefeuille d'actions, grâce à votre ordinateur et au logiciel VISION 5.

<< VISION 5, ce n'est pas seulement des graphiques... C'est un outil de recherche très puissant qui rallie, fondamental et technique. >>

<< Apprendre à faire plus d'argent, mais surtout, apprendre à ne pas en perdre. >>

Notre spécialiste vous apprendra à manier cet outil par une méthode à la portée de tout investisseur.

Date : Le 4 juin 1997 à 19:00h

Endroit : 740 Notre-Dame ouest, bureau 1210

Pour inscription à cette soirée gratuite, COMPOSEZ: (514) 392-1366

L'En Voiture...

Il est arrivé et pour beaucoup de Canadiens, cela signifie des voyages en voiture. Bien que souvent nous prenions du temps pour préparer des voyages plus lointains, nous ne prenons peut-être pas autant de précautions pour de courts trajets, comme aller au magasin.

Transports Canada a établi une liste à votre intention chaque fois que vous prenez place dans un véhicule, spécialement s'il est équipé d'un sac gonflable.

C'est facile et sûr

Placez tous les enfants de 12 ans et moins dans "La Zone des enfants" (à l'arrière)

- Installer convenablement les nouveau-nés et les bébés dans un siège solidement retenu et orienté vers l'arrière;
- Les enfants doivent être assis dans un siège orienté vers l'avant attaché avec une ceinture de sécurité munie, au besoin, d'une pince de blocage et fixé au véhicule à l'aide d'un bouclon d'ancrage; et
- Les enfants plus âgés doivent être assis dans un siège d'appoint solidement retenu par la ceinture de sécurité.

Conseils pour les déplacements avec des enfants

- Prévoir des activités (livres, musique, jeux, jouets favoris en matière souple, etc.);
- Penser à tenir occupés les enfants plus âgés (leur demander de compter les camions, de tenir lieu de "copilote", etc.);
- Favoriser le confort (vêtements adéquats, air frais, etc.); et
- Être clair et direct avec les enfants plus âgés à propos de la sécurité et insister sur l'importance pour eux de s'asseoir sur la banquette arrière de la voiture, l'endroit le plus sécuritaire dans leur cas.



Si vous avez des questions sur les sacs gonflables ou tout autre sujet concernant la sécurité des véhicules automobiles, consultez notre site web au <http://www.tc.gc.ca> ou communiquez avec le Centre d'information de la Sécurité routière de Transports Canada au 1-800-333-0371.

"Pour adultes seulement" (À l'avant!)

- Reculer les sièges avant le plus loin possible afin de réserver l'espace nécessaire au déploiement du sac gonflable; et
- Porter toujours sa ceinture de sécurité et s'assurer que la ceinture sous-abdominale passe sur le bassin et que le bandier passe sur la poitrine et par-dessus l'épaule.

Une nouvelle attitude à bord!

LE DEVOIR

LES SPORTS

HORS-JEU

Time is money

Entre quatorze et quinze secondes. Voilà, à quelques riens près — mais ô combien fondamentales, ces poussières —, le temps qu'il faudra pour départager demain les humains les plus rapides de la planète. Ou du moins est-ce ce qu'on essaie de faire croire pour qu'on oublie que sont surtout en jeu les intérêts commerciaux et la vanité américaine.

À 17h45 demain, au SkyDome de Toronto, Donovan Bailey et Michael Johnson auront les pieds dans les blocs de départ. Pour une petite balade de 150 mètres, distance bâtarde et artificielle dont l'unique justification est de se trouver à mi-chemin des épreuves qui ont vu les deux TGV établir des records du monde à Atlanta. Et, accessoirement, pour un petit chèque de 500 000 beaux dollars très américains par tête de pipe, plus un million en prime au gagnant.

En fait, question de mettre les choses en perspective, utilisons une image boiteuse: s'il gagnait sa vie au même rythme avec la semaine de 40 heures, celui qui remporterait la course aurait un salaire annuel, ne vous étouffez pas s'il vous plaît, d'environ 750 milliards \$ US. Qui donc a dit que *time is money*?

Car l'argent est bien le fil conducteur de cette *extravaganza*, il n'y a pas de mot en français pour décrire ce mélange de rencontre sportive et de cirque méga-médiatisé au terme duquel on se rend compte qu'on s'est bien amusé mais qu'au fond on n'a rien réglé. Typique de la mentalité américaine, l'événement n'aurait d'ailleurs jamais eu lieu si le vainqueur du 100 mètres d'Atlanta — le gagnant de l'épreuve reine des JO est toujours universellement reconnu comme l'homme le plus pressé du monde — n'avait été un étrange étranger n'ayant pas eu le bonheur de naître au pays de la liberté ou d'en acquérir ultérieurement la citoyenneté et de courir sous ses couleurs bénies.

Toute cette histoire a commencé en juillet dernier quand Johnson, déjà vainqueur du 400 mètres, a rafflé le 200 mètres en 19 s 32, un nouveau record mondial, et de loin. Premier doublé 200-400 de l'histoire des Jeux. L'homme aux souples dorés n'avait pas encore repris son souffle que des États-Unis fusait la bravade, «l'homme le plus rapide au monde!», voire peut-être de l'univers, allez savoir. Pourtant, le samedi précédent, Donovan Bailey, preux Canadien d'origine jamaïcaine, avait enlevé le 100 mètres en 9 s 84. Record du monde itou. Mais Oakville, Ontario, où il demeure, n'étant pas sur la mappemonde *made in USA*, ce signifiait ce petit vol en rase-mottes? Pas tripette, voilà ce qu'il valait.

La guerre des chiffres a commencé. D'abord, on dit les pro-Johnson, prenez 19,32 et divisez par deux: 9,66. CQFD: l'Américain a maintenu une vitesse moyenne de 37,3 km/h, le Canadien de 36,6. Et ne venez plus nous achaler avec ça. Un petit instant, ont répliqué les pro-Bailey. Considérons d'abord qu'on ne peut pas comparer aussi bêtement un 100 et un 200. Dans la deuxième portion de cent mètres, le coureur de 200 profite en effet d'un élan; il relève d'ailleurs de l'enfance de l'art de démontrer que dans une course, les premiers dix mètres sont les plus lents. Or Bailey consacre 10 % de son épreuve à cette phase contre 5 % pour Johnson: c'est pas du jeu. D'ailleurs, Bailey a atteint une vitesse de pointe, inégalée par quiconque, de 43,6 km/h.

Et puis, s'il y avait encore des sceptiques, l'argument massue: au relais 4 x 100 m d'Atlanta gagné par le Canada — ou les trois derniers coureurs profitent d'un petit élan lors de la remise du témoin —, Bailey a négocié son parcours en 8 s 95. Fin de la discussion.

C'aurait dû être la fin de la discussion. Mais l'Amérique grandiose ne s'avoue pas vaincue pour si peu. Ses dollars à l'appui, on a décidé d'organiser un 150 mètres. Les gros mots ont suivi, question de bien faire monter les enchères. «Je n'ai aucun respect pour Bailey l'homme», a dit M. Johnson. «Dans le monde de l'athlétisme, l'Amérique est minuscule», a répliqué M. Bailey. Et tout le monde fut d'autant plus content que Johnson est tout vêtu de Nike, Bailey d'Adidas. Quand on vous disait que ça sentait le fric...

Mais qui gagnera la course, demandez-vous? Bonne question, vous aurez un bon point. Quantité de tableaux, de graphiques, de projections anaérobiques ont été réalisés, qui débouchent en gros sur la conclusion dont Jean Charest ne serait pas peu fier: c'est le tour noir, on ne peut pas savoir vraiment. Ou du moins les experts se contredisent-ils allégrement. La piste elle-même constitue un facteur clé. Les premiers 75 mètres seront en courbe, les derniers en ligne droite. Cela procurerait un avantage à Johnson — qui aura le couloir extérieur —, habitué contrairement à son adversaire de «faire le tournant». Mais les sprinters seront dans les couloirs 7 et 8, qui présentent les virages les moins raides, réduisant cet avantage.

Par ailleurs, il existe une grande inconnue: on n'a jamais vu Bailey courir au-delà de 100 mètres. Comment se comportera-t-il une fois son parcours traditionnel terminé? C'est une question de force musculaire, dont la réponse n'est pas claire. Le duel en sera un opposant celui qui peut atteindre la plus haute vélocité et celui qui peut la garder le plus longtemps. Passionnant. Mais il demeure probable que cela ne règlera pas la chicane, ne serait-ce que parce que, même perdant et consentant à l'affrontement, Bailey pourra toujours revendiquer la couronne mondiale. Sur le site Web de la course (www.worldsfastestman.com), un amateur soutient d'ailleurs fort pertinemment que si Johnson veut porter le titre d'homme le plus rapide au monde, il n'a qu'à s'inscrire au 100 mètres et à le gagner...

De plus, trop d'impondérables jouent dans un sprint pour espérer un résultat concluant. Qu'arrivera-t-il par exemple s'il y a des faux départs? En fait, même si la chose peut paraître idiote à dire dans le cas d'une épreuve qui, justement, ne dure qu'un bref moment, le gagnant n'aura que prouvé qu'il était le meilleur à ce moment-là.

Pour notre part, le cœur est avec Bailey, mais le porte-feuille avec Johnson. En 14 s 84, tiens.

EN BREF

Sampras et Muster éliminés

Paris (AFP) — Un Suédois de 21 ans, Magnus Norman, et un Brésilien de 20 ans, Gustavo Kuerten, ont été les héros inattendus du troisième tour des Internationaux de France, hier à Roland-Garros. Le premier a fêté son anniversaire de naissance en battant l'Américain Pete Sampras, tête de série n° 1 du tournoi (6-2, 6-4, 2-6, 6-4) et le deuxième s'est fait un nom en éliminant l'Autrichien Thomas Muster, tête de série n° 5, 6-7, 6-1, 6-3, 3-6, 6-4. «J'ai eu la diarrhée hier après-midi», a dit Sampras. J'ai demandé à jouer un peu plus tard aujourd'hui pour récupérer un peu plus. Cela s'est sans doute vu dans les deux premiers sets, j'étais mou. Mais je me suis senti mieux ensuite, plus énergique. Ce n'est pas une excuse, mais hier ne fut pas un grand jour. C'est tout...

À vos marques!

Johnson est si confiant qu'il est prêt à miser un demi-million sur sa victoire contre Bailey

DAN RALPH
PRESSE CANADIENNE

Toronto — L'Américain Michael Johnson est si confiant de l'emporter face au Canadien Donovan Bailey lors de leur affrontement sur 150 mètres, demain, qu'il est prêt à mettre en jeu le demi-million de dollars qu'il touchera, vainqueur ou vaincu.

Bailey et Johnson recevront 500 000 \$ chacun pour cette course au SkyDome. Le gagnant empochera un million de plus.

«Je mettrais les deux millions en jeu parce que je suis très confiant, a révélé Johnson lors d'une conférence de presse mal organisée, trop longue et parfois échevelée, hier. J'étais confiant auparavant, je le suis tout autant aujourd'hui.»

Bailey, qui a nié certaines rumeurs selon lesquelles il serait blessé au genou,

n'en est pas moins confiant, mais il a coupé court aux allégations de Johnson.

«Pourquoi ferais-je ça?, a-t-il déclaré lors d'une rencontre individuelle tenue une demi-heure avant Johnson. *Courir, c'est mon gagne-pain. [...] Mais je prends cette rencontre très au sérieux. Ça demeure une rencontre d'athlétisme pour moi.*»

Lorsqu'il fut informé des commentaires de Bailey, Johnson a hoché la tête. *Décevant, a-t-il dit. Très décevant.*»

Cette course de 150 mètres a vu le jour après que Bailey eut établi le record du monde au 100 m en 9 s 84 lors des Jeux olympiques d'Atlanta, alors que Johnson faisait de même aux 200 mètres, en 19 s 32.

D'ordinaire, le champion du 100 m est considéré comme l'homme le plus rapide du monde. Mais les commentateurs de la

television américaine — même après la victoire de Bailey et des Canadiens au relais 4 fois 100 m — ont conféré l'honneur à Johnson.

Bailey avait réagi en disant qu'il serait prêt à se mesurer contre Johnson, histoire de régler le débat et de faire la promotion de l'athlétisme en Amérique du Nord. Mais dans l'esprit de Bailey, il n'y a pas de débat. «Tout a été dit à Atlanta, soutient le Canadien. *Nous sommes les deux plus gros noms de l'athlétisme et c'est la raison pour laquelle nous sommes ici. Si je me mesurais à [Ato] Boldon, vous [les médias] ne seriez pas ici.*»

Le SkyDome ne sera pas seulement le théâtre d'un affrontement entre deux athlètes. De la réponse du chronomètre dépendra la réputation des équipementiers sportifs Nike (Johnson) et Adidas (Bailey).

150 MÈTRES

DONOVAN BAILEY

Âge: 29 ans
Date de naissance: 16 décembre 1967, à Manchester, Jamaïque
Nationalité: canadienne
Mensurations: 1,83 m — 82 kg
Résidence: Oakville, Ontario
Site d'entraînement: Texas University, Austin
Entraîneur: Dan Pfaff
Records du monde: 100 m en 9 secondes 84 centièmes; 50 m en salle en 5 secondes 56 centièmes
Palmarès: Médaille d'or au 100 m et au 4 x 100 m aux Jeux olympiques d'Atlanta (1996); Médaille d'or au 100 m et au 4 x 100 m au Championnat du monde de Goeteborg (1995)

MICHAEL JOHNSON

Âge: 29 ans
Date de naissance: 13 septembre 1967, à Dallas, États-Unis
Nationalité: américaine
Mensurations: 1,85 m — 82 kg
Résidence: Dallas, Texas
Site d'entraînement: Baylor University, Waco; Texas and Southern Methodist University, Dallas
Entraîneur: Clyde Hart
Records du monde: 200 m en 19 secondes 32 centièmes; 400 m en salle en 44 secondes 63 centièmes; 4 x 400 m en 2 minutes 54 secondes 29 centièmes
Palmarès: Médaille d'or au 200 m et au 400 m aux Jeux olympiques d'Atlanta (1996); Médaille d'or au 4 x 400 m aux Jeux olympiques de Barcelone (1992); Médaille d'or au 200 m, 400 m et 4 x 400 m au Championnat du monde de Goeteborg (1995); Médaille d'or au 400 m et au 4 x 400 m au Championnat du monde de Stuttgart (1993); Médaille d'or au 200 m au Championnat du monde de Tokyo (1991)



Vigneault fait le ménage

MARC DELBES
PRESSE CANADIENNE

Le nouvel entraîneur en chef du Canadien de Montréal a tourné la page avec le passé au sein du personnel d'instructeurs. Alain Vigneault a en effet avisé le directeur général Réjean Houle, hier, qu'il ne retenait pas les services des adjoints Jacques Laperrière, Steve Shutt et Yvan Cournoyer. De plus, Paulin Bordeleau, qui dirigeait le club-école de l'équipe à Fredericton, dans la Ligue américaine, devra lui aussi se trouver du travail ailleurs.

Seul le sort de Benoît Allaire, l'instructeur des gardiens, demeure en suspens. Vigneault entend maintenant se choisir deux autres adjoints, incluant sans doute un spécialiste des gardiens.

«Ce n'est pas une décision que j'ai prise à légère, surtout qu'il s'agissait d'individus qui ont marqué l'histoire de l'équipe comme joueurs et instructeurs», a laissé entendre Vigneault.

«Dans le hockey d'aujourd'hui, il est très

important de bien entourer les gardiens, ceux qui font souvent gagner les matches, a-t-il ajouté. Et j'ai déjà établi le rôle et le type de personnes que je veux avoir à mes côtés. Il me reste à mettre des noms sur ma feuille, ce que j'entends faire ce week-end, et à les rencontrer. Ma décision ne tardera pas.»

Plusieurs sources indiquent par ailleurs que Michel Therrien, qui a guidé les Prédateurs de Granby à la conquête de la coupe Memorial l'année dernière, héritera du poste d'entraîneur à Fredericton.

Il y a également eu du remue-ménage à Toronto hier. Ken Dryden, qui a remporté la coupe Stanley à six reprises avec le Canadien, a été nommé président des Maple Leafs et vice-président exécutif du Maple Leaf Gardens. Lavocat de 49 ans a pris sa retraite en 1979. Il n'a jamais occupé un poste de direction d'une équipe de hockey. La première tâche de Dryden consistera à trouver un nouveau directeur général, Cliff Fletcher ayant été congédié samedi dernier. Les Maple Leafs ont terminé au 23^e rang de la ligue cette saison.

Envers et contre les Wings

Notre expert maison n'en finit pas de prédire l'élimination de Detroit

JEAN DION
LE DEVOIR

Dites donc, les Red Wings, ils font ça pour nous ridiculiser ou quoi? Nous les avions éliminés contre Saint Louis. Nous les avions déclarés battus par Anaheim. Nous avons prédit que jamais ils ne passeraient à travers le Colorado. Et puis, coucou, que ne les voilà-t-il pas en finale de la coupe Stanley, avec tous ces Européens dont le cliché veut qu'ils se transforment en courants d'air quand il y a du trafic et que ça compte, avec le vieux Scotty dont on croyait qu'il commençait à être un peu usé, avec Mike Vernon qui était le gardien n° 1 et demi ces deux dernières saisons.

Les Wings ont fort bien joué pendant cette finale d'association. Mais il faut dire aussi que l'Avalanche n'a rien bousculé; les affamés de la saison dernière semblaient bien repus cette fois, et l'absence de Chris Simon (échangé à Washington), Keith Jones et Uwe Krupp (blessés) a fait la preuve que le *punch* en attaque et un gardien brillant ne suffisent pas toujours contre un adversaire déterminé.

En fait, comme l'a dit fort pertinemment un collègue de la section des sports du *Devoir* sous le couvert d'un anonymat commode, l'Avalanche ressemblait un peu beaucoup pendant cette série aux Nordiques qu'elle était autrefois...

Dans l'Est, par contre, nous eûmes raison: les vieilles jambes des Rangers ont fini par leur jouer un vilain tour. En comparaison de leur liquidation du New Jersey, ils étaient méconnaissables. Les Flyers sont gros, forts et baveux, ils prennent toute la place, Eric Lindros est incroyablement pugnace et les recrues Janne Niinimaa et Darius Zubrus sont de belles découvertes.

La seule chance de Detroit dans cette finale se trouve devant le filet. Vernon devra continuer à faire des miracles et les Wings ne peuvent qu'espérer que Ron Hextall retombera dans ses mauvaises habitudes qui consistent à accorder des buts faciles et à perdre la tête quand ce n'est pas le temps. Mais même si cela se produisait, Garth Snow est toujours là.

Or donc, Philadelphie en 6. Et on espère qu'ils nous ressortiront de vieux vidéos de Kate Smith. *God bless America.*

Pirates 10, Expos 2

Jeff Juden a perdu la tête

MICHEL LAJEUNESSE
PRESSE CANADIENNE

Pittsburgh — En perdant la tête, Jeff Juden a trouvé le moyen de perdre son premier match de la saison.

Juden (5-1) a été chassé en deuxième manche quand il a voulu s'en prendre à l'arbitre au premier coussin, Gary Darling. Mais Juden avait déjà nu suffisamment à sa propre cause et à celle des Expos. Il les a guidés tout droit à une cinglante défaite de 10-2 contre les Pirates de Pittsburgh.

Juden, qui avait su éviter le pire à ses 10 premiers départs de la saison, a subi sa première défaite depuis le 10 septembre 1995 quand il était avec les Phillies de Philadelphie. Mais hier, il n'avait l'air en rien d'un gars qui était toujours vaincu à ses 10 dernières décisions.

Il a accordé un circuit de trois points à Kevin Young dès la manche initiale et, en deuxième, il a cédé deux autres points à la suite d'un but sur balles, trois autres coups sûrs, une feinte illégale et une perte de contrôle.

A part Marc Valdes, qui a succédé à pied levé à Juden, les releveurs n'ont pas connu un grand match non plus. Le gaucher Omar Daal a donné un simple de deux points au jeune releveur Chris Peters (2-0) qui a hérité de la victoire, une erreur impardonnable.

Dave Veres a cédé un circuit en solo à Midre Cummings par la suite.

Après deux retraits en fin de huitième, Mark Grudzielanek a commis une erreur et Young a par la suite produit un quatrième point avec un triple dans la droite contre le vétéran Lee Smith, qui méritait un meilleur sort.

HOCKEY

ÉLIMINATOIRES
Finale de la coupe Stanley (quatre de sept)
Aujourd'hui
Detroit à Philadelphie, 20h (CBC, SRC)
Mardi, 3 juin
Detroit à Philadelphie, 20h (CBC, SRC)
Jeudi, 5 juin
Philadelphie à Detroit, 20h (CBC, SRC)
Samedi, 7 juin
Philadelphie à Detroit, 20h (CBC, SRC)
Mardi, 10 juin
x-Detroit à Philadelphie, 20h (CBC, SRC)
Jeudi, 12 juin
x-Philadelphie à Detroit, 20h (CBC, SRC)
Samedi, 14 juin
x-Detroit à Philadelphie, 20h (CBC, SRC)
(x: si nécessaire)

LES MENEURS

	B	P	Pts
Sakic, Col	8	17	25
Lemieux, Col	13	10	23
Lindros, Phi	11	12	23
Kamensky, Col	8	14	22
Gretzky, NYR	10	10	20
LeClair, Phi	7	11	18
Brind'Amour, Phi	10	7	17
Forsberg, Col	5	12	17
Ozolinsh, Col	4	13	17
Kariya, Ana	7	6	13
Federov, Det	4	9	13
Tikkanen, NYR	9	3	12
Shanahan, Det	5	7	12
Messier, NYR	3	9	12
Robitaille, NYR	4	7	11
Weight, Edm	3	8	11
Mironov, Ana	1	10	11

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Hier
Cincinnati 5 Chicago 1
Montréal 2 Pittsburgh 10
Colorado 3 Floride 4
Philadelphie 3 N.Y. Mets 7
San Francisco 2 Atlanta 3
Los Angeles à St. Louis
San Diego 9 Houston 2
Aujourd'hui
Colorado en Floride, 13h15.
Cincinnati à Chicago, 16h05.
Los Angeles à St. Louis, 16h05.
Montréal à Pittsburgh, 19h05.
Philadelphie à N.Y. Mets, 19h10.
San Francisco à Atlanta, 19h10.
San Diego à Houston, 20h05.
Demain
San Francisco à Atlanta, 13h10.
Montréal à Pittsburgh, 13h35.
Philadelphie à N.Y. Mets, 13h40.
Los Angeles à St. Louis, 14h15.
Cincinnati à Cubs de Chicago, 14h20.
San Diego à Houston, 14h35.
Colorado en Floride, 16h35.

	G	P	Moy.	Diff
Atlanta	35	16	.686	—
Floride	30	20	.600	4 1/2
New York	28	23	.549	7
Montréal	27	23	.540	7 1/2
Philadelphie	19	32	.373	16
Section Centrale				
Houston	26	26	.500	—
Pittsburgh	25	26	.490	1/2
St. Louis	22	28	.440	3
Chicago	20	31	.392	5 1/2
Cincinnati	19	33	.365	7
Section Ouest				
San Francisco	30	20	.600	—
Colorado	28	23	.549	2 1/2
Los Angeles	26	24	.520	4
San Diego	20	30	.400	10

LES MENEURS

	MJ	AB	P	CS	Moy
LWalker Col	50	188	47	78	.415
Gwynn SD	50	198	32	80	.404
Blauser Atl	50	160	32	60	.375
Lofton Atl	51	221	41	76	.344
HRodriguez Mon	49	184	31	62	.337
Sequi Mon	45	164	35	55	.335
Olerud NYM	50	184	36	61	.332
Galarraga Col	47	184	43	61	.332
Tucker Atl	47	176	30	58	.330
Bonilla Flo	48	180	22	59	.328

Points produits: Bagwell, Hou, 50; Galarraga, Col, 50; LWalker, Col, 47; Kent, SanF, 44; Alou, Flo, 43; Sosa, Chi, 41; Bichette, Col, 40.

Circuits: Bagwell, Hou, 16; LWalker, Col, 15; Castilla, Col, 13; Sosa, Chi, 13; Burks, Col, 12; Galarraga, Col, 12; Mondesi, L.A., 11; Kent, SanF, 11; Hundley, N.Y., 11.
Lanceurs (7 décisions): PJMartinez, Mon, 8-1, .889, 1.36; Neagle, Atl, 7-1, .875, 3.36; Gardner, SanF, 6-1, .857, 3.23; GMaddux, Atl, 6-1, .857, 1.57; BJones, N.Y., 9-2, .818, 2.32; Estes, SanF, 7-2, 7.77, 2.77; Kile, Hou, 6-2, .750, 2.14.
Retraits: Schilling, Phi, 93; Nomo, L.A., 80; AlBenes, St.L., 77; KJBrown, Flo, 75; PJMartinez, Mon, 73; Reynolds, Hou, 70; Smoot, Atl, 67.

LIGUE AMÉRICAINNE

Hier
N.Y. Yankees 4 Boston 10
Cleveland 0 Baltimore 3
Chicago 0 Milwaukee 5
Kansas City au Texas
Minnesota à Anaheim
Detroit à Seattle
Toronto à Oakland
Aujourd'hui
N.Y. Yankees à Boston, 13h05.
Cleveland à Baltimore, 13h05.
Toronto à Oakland, 16h05.
Chicago à Milwaukee, 20h05.
Kansas City au Texas, 20h35.
Detroit à Seattle, 21h05.
Minnesota à Anaheim, 22h05.

	G	P	Moy.	Diff
Baltimore	34	15	.694	—
New York	28	24	.538	7 1/2
Toronto	25	24	.510	9
Detroit	23	27	.460	11 1/2
Boston	21	28	.429	13
Section Centrale				
Cleveland	27	22	.551	—
Milwaukee	23	25	.479	3 1/2
Chicago	23	26	.469	4
Kansas City	22	27	.449	5
Minnesota	22	30	.423	6 1/2
Section Ouest				
Texas	28	22	.560	—
Anaheim	27	22	.540	1
Seattle	27	25	.519	2
Oakland	21	33	.389	9

Plus de 80 activités différentes dont :

- Terrains de tennis municipaux (rabais de 1,50 \$ à 5,75 \$)
- Terrains de tennis du parc Larry (intérieur : rabais de 4 \$ à 5 \$; extérieur : rabais de 1,50 \$ à 4,50 \$)
- Omnium du Maurier (rabais de 10 %, billets achetés à la billetterie du stade le jour même)

LA CARTE QUI VOUS PERMET DE JOUER AU TENNIS, MAIS VOUS DEFEND DE PAYER CHER.

La carte Accès Montréal, seulement 5\$, seulement pour les Montréalais et les Montréalaises. Renseignez-vous au 87-ACCÈS, #610 ou à votre bureau Accès Montréal. <http://ville.montreal.qc.ca/trans/infor/service/carteacc.htm>